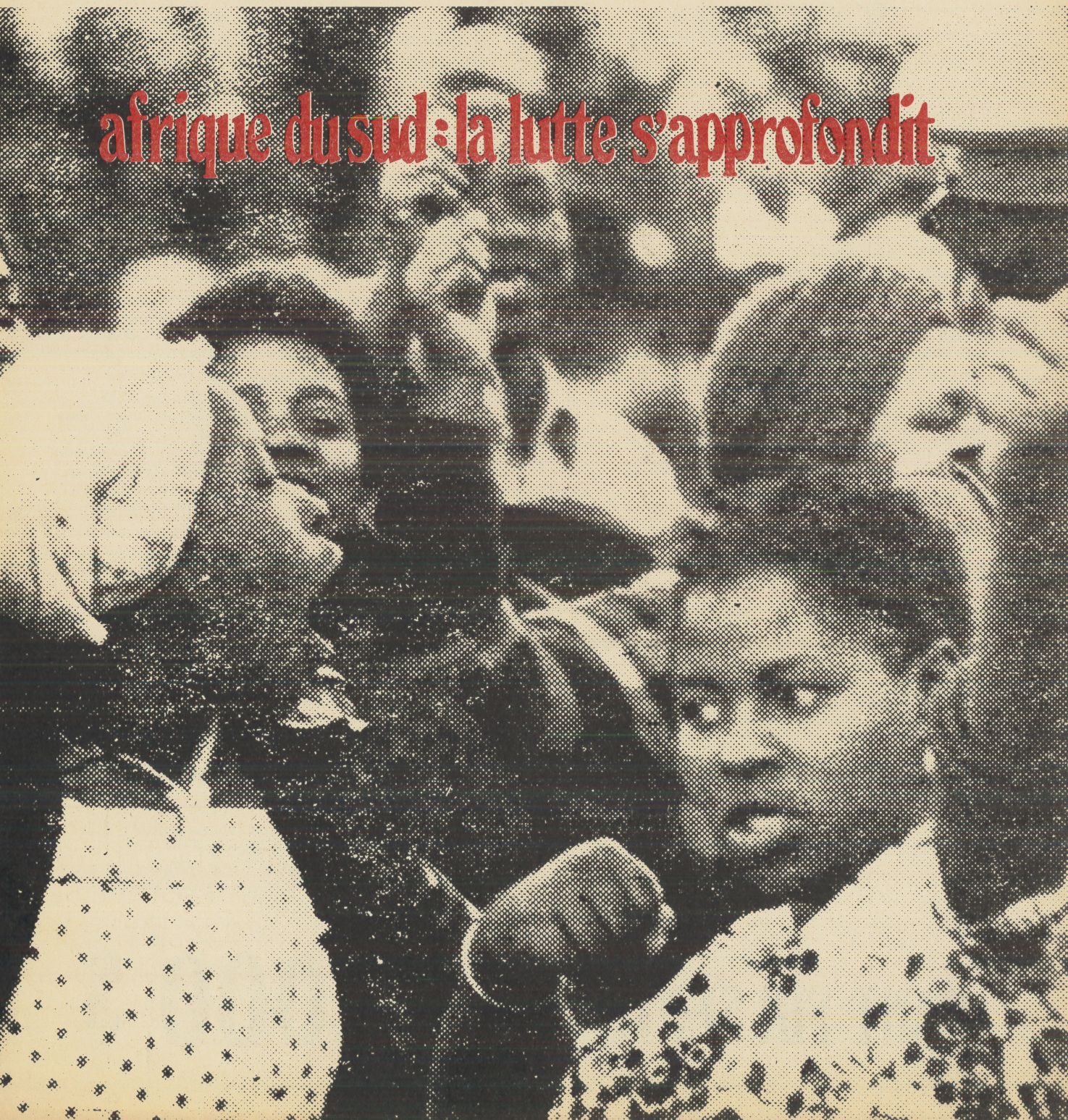
# inprecor

correspondence de presse internationale

bimensuel, n° 57, 9 septembre 1976 30fb, 4ff, 2,5fs

# afrique du sud : la lutte s'approfondit

# inprecor

correspondance de presse internationale

n° 57, 9 septembre 1976


## sommaire


AFRIQUE DU SUD
La lutte contre l'apartheid s'approfondit
Langa p. 3

ESPAGNE
L'ultime assaut
Pedro Aguirre p. 9

GRANDE-BRETAGNE
Menace raciste en Grande-Bretagne
Andrew Jenkins p. 18

FRANCE
Le différend Giscard-Chirac
Pierre Frank p. 22

SUEDE
Après les élections
Tom Gustafsson & G.I. Johnsson p. 25

Camarade Pedro Santucho p. 29

MEXIQUE
La gauche progresse
Felipe Garcia Casillas p. 30



INPRECOR, 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale - Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale publié en français, allemand, anglais et espagnol - Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; $Can 17. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout réglement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte Courant n° 210-0320173-28. POUR LA FRANCE, libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.


# SOUSCRIPTION

Chers lecteurs,

Pour la fin du mois de septembre, INPRECOR a besoin de 5.000 $ (25.000 FF, 12.500 FS) pour assurer sa publication régulière.

Le premier numéro d'INPRECOR parut en mai 1974, en trois langues : anglais, français, espagnol. Rapidement, une édition allemande s'y ajouta.

INPRECOR fut lancé afin d'offrir une information précise et une analyse marxiste-révolutionnaire - celle de la Quatrième Internationale - du mouvement ouvrier et des événements politiques mondiaux. Son succès fut réel. Plus de 10.000 lecteurs des cinq continents utilisent aujourd'hui cet instrument d'information et de formation politique.

Au moment où le développement de la lutte de classe à l'échelle mondiale acquiert de nouvelles dimensions, INPRECOR doit pouvoir se développer à un niveau supérieur. Or, actuellement, INPRECOR doit faire face à une crise de liquidités, exacerbée aussi bien par une soudaine et très forte augmentation des tarifs postaux que par les effets de la période estivale sur ses ventes, ses abonnements, etc. Il n'est pas exagéré d'affirmer que cette crise financière peut mettre en danger la publication régulière d'INPRECOR, d'autant plus que nous devons publier sous peu un numéro de 64 pages, consacré à la situation économique internationale.

Chers lecteurs, vous pouvez nous aider à faire face à ces difficultés momentanées. Nous devons réunir 5.000 dollars avant la fin de ce mois. Nous sommes certains que les lecteurs d'INPRECOR nous permettrons d'atteindre cet objectif !

Envoyez votre aide, avec mention "souscription Inprecor", à :
Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles, compte courant No. 210-0320173-28
Pour la France, libellez les chèques au nom de Pascal Henri, "Rouge", 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

# AVANT FIN SEPTEMBRE : 5.000 $

# LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID S'APPROFONDIT

Selon des chiffres officiels, 172 Noirs ont été tués et 1.200 blessés par la police sud-africaine à Soweto, à Alexandra et dans d'autres camps de main-d'œuvre à bon marché, dans les banlieues de Johannesburg et de Pretoria, du 16 au 20 juin. Sans armes, les Noirs se sont dressés contre l'emploi des langues bantoues et l'afrikaan et pour l'usage de l'anglais comme langue de l'enseignement dans les écoles, contre le "Bantou Education Act", contre la partition de l'Afrique du Sud entre une "Afrique du Sud blanche" et une série de "homelands" (foyers) bantous, contre le retrait définitif pour les Non-Européens de la nationalité et de la citoyenneté sud-africaine ainsi que leur substitution par un "homeland" tribal et une citoyenneté "raciale". Le fondement de ce soulèvement était la lutte pour une nation une et indivise, sans frontière de races.

## Le rejet du paternalisme

Les mêmes questions fondamentales se retrouvèrent au centre des explosions qui se répandirent dans toute l'Afrique du Sud durant le mois d'août, au cours desquelles plus d'une centaine de Noirs furent massacrés (toujours selon les chiffres officiels). Des boycottages de masse des nouveaux centres d'enseignement (obéissant aux normes de la politique des Bantoustans) se conclurent souvent par la mise à feu des bâtiments. Les motivations qui sous-tendaient ces actions étaient les revendications pour vivre dans les villes en tant que citoyens à pleins droits. Des Missions furent incendiées aux alentours de Johannesburg et, plus tard, vers la mi-août, près de Port-Elisabeth, à l'est du Cap. Là aussi, la motivation était la même : rejet du paternalisme impérialiste et raciste libéral, catholique et anglican des Blancs, de la ségrégation séculaire pratiquée par les Eglises européennes et de l'endoctrinement systématique comme de l'abrutissement intellectuel du peuple opprimé. Au Transkei, qui doit devenir indépendant le 26 octobre 1976, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté contre cette "indépendance", contre "l'autodétermination ethnique" et pour une seule citoyenneté sud-africaine commune à tous; 286 étudiants furent arrêtés. Dans le "Homeland Botswana", les travailleurs incendièrent le "Parlement" du Botswana, construit par le Premier Ministre Vorster et ses Quislings tribaux de Mafeking.

Le contenu des luttes généralisées était le rejet total de la partition raciale et la revendication de l'égalité absolue (ce qui n'a rien à voir avec la notion raciste et paternaliste américaine "d'intégration"); telles étaient les caractéristiques de la lutte des travailleurs et des étudiants. La stratégie de Vorster consistait à arrêter non seulement ceux qui ne collaboraient

pas, mais aussi les collaborateurs. Le 24 août, le nombre total des arrestations depuis le 16 juin s'élevait à plus de 2.000, le chiffre officiel des morts à 282, dont trois étaient blancs et policiers.

## La carotte et le bâton

Le Département des Affaires Bantoues et le gouvernement, soutenus par le Parti Unifié pro-britannique et par "l'opposition" libérale adoptèrent la politique de la carotte et du bâton contre le soulèvement. La carotte n'était autre que la tenue de conférences avec des "dirigeants" à Soweto, afin de concéder des avantages matériels à un groupe social d'arrivistes, composé de professions libérales et de commerçants du ghetto, et la permission accordée aux chefs du Bantoustan, Matanzima, Buthelezi et d'autres, de se réunir à l'aéroport de Jan Smuts, le 21 août, pour dénoncer la répression de la lutte contre le Bantoustan et l'apartheid. La politique du bâton était clairement exprimée par Michael Botha, un ministre du gouvernement, le 20 août : "Les Noirs des villes étaient présents dans les régions blanches pour vendre leur force de travail et pour rien d'autre. Ceux qui ont accepté la citoyenneté d'un "homeland" seront plus accueillis dans les régions blanches que ceux qui l'ont refusée". Mais la lutte des Noirs était dirigée à la fois contre la politique du bâton et la politique de la carotte du régime "Boer" raciste, créé par les britanniques et soutenu par la CEE, l'OTAN et l'impérialisme américain.

## L'unité des Non-Européens

Dans un contexte marqué par le lancement d'une grève générale de plus de 250.000 travailleurs près de Johannesburg au cours de la première et de la troisième semaine d'août, et de luttes anti-tribales dans les réserves et les "homelands" (réserves rurales de main-d'œuvre à bon marché), la lutte s'étendit à la province du Cap. Des couches de la dite "population de couleur" (définie par la Loi sur l'Enregistrement de la Population comme "ni blanche ni noire"), manifestèrent leur opposition contre la "bantoustanisation" de l'enseignement et de la citoyenneté. Le gouvernement ne réussit pas à couper cette section des opprimés de la partie africaine. Les étudiants du collège "Bush" - collège réservé aux "gens de couleur" - de Belville près du Cap, se mobilisèrent en soutien à Soweto au cours de la deuxième semaine d'août; beaucoup d'entre eux furent arrêtés. D'autres actions de solidarité avec les Noirs de la part des "gens de couleur" eurent lieu dans la région occidentale de la province du Cap, le 24 août, après que trente ouvriers et étudiants (selon les sources officielles) furent tués dans une réserve africaine à l'extérieur de la ville du Cap. Selon des informations non reproduites

dans la presse occidentale, à Worcester et dans d'autres villes de la région occidentale de la province du Cap, des étudiants "de couleur" ont défié des patrouilles de police et leurs chiens, en poste devant les grilles des missions et des écoles d'Etat. Dans la réserve gigantesque pour "gens de couleurs" de Bontheuvel au Cap, la police ouvrit le feu sur une manifestation de 5.000 travailleurs et étudiants "de couleur", en tuant plusieurs. Bontheuvel fut encerclé par la police les 26 et 27 août. Ces manifestations étaient dirigées contre le "Département des Affaires des Gens de Couleur", contre la tribalisation de ces derniers, comme contre le Département des Affaires Bantoues et la tribalisation bantoue.

Les manifestants déclarèrent : "Nous ne serons jamais aux côtés des Blancs, nous sommes aux côtés des Noirs". Ceci, avec la non-collaboration, est l'héritage du "Non-European Unity Movement" (NEUM - Mouvement pour l'Unité Non-Européenne). Le NEUM lui-même doit de toute évidence être recréé par la nouvelle génération de non-collaborateurs, en commun avec ceux de la vieille génération qui sont restés actifs.

La presse occidentale a rapporté l'existence d'émeutes anti-indiennes à Soweto : c'est faux. Selon nos informations, un accident eut pour

cause le fait qu'un Indien fut pris pour un Blanc, alors que dans d'autres cas, les Indiens apportèrent leur assistance matérielle aux Noirs, et même une assistance politique dans deux régions. A moins que les agents gouvernementaux dans le mouvement "black consciousness" (mouvement de la conscience noire) ne parviennent à détourner la lutte, le gouvernement sera incapable de répéter les pogromes anti-indiens organisés par les Britanniques à Durban, en 1949.

## Mettre de l'huile sur le feu

Dans une atmosphère de quasi-panique, marquée entre autres par une baisse de 20 % des actions minières de la "Rand and Free State" sur le marché mondial de la bourse (actions possédées par quelque trois cents compagnies britanniques, allemandes, françaises, italiennes, américaines, canadiennes, israéliennes et australiennes, en plus des compagnies associées ango-boers), le gouvernement fit un certain nombre de "concessions" précipitées. Il offrit d'abolir la langue afrikann en tant que langue obligatoire dans l'enseignement. Les étudiants et les enseignants ripostèrent en exigeant le retrait de la police et du contrôle du Département des Affaires Bantoues, ainsi que la libération des étudiants et ouvriers arrêtés. Les écoles furent boycottées et même incendiées dans certains cas. La question de l'enseignement en bantou est demeurée la question centrale s'étendant à toutes les réserves principales, dans toutes les grandes régions urbaines d'Afrique du Sud.

Le Conseil National Africain (African National Council - ANC) et le Parti Communiste, peu préparés à faire de l'éducation en bantou et des Bantoustans un objectif politique central, furent pris au dépourvu. Winnie Mandela et d'autres, à Johannesburg, se virent soudainement offrir la possibilité de diffuser à la télévision gouvernementale les discours militants attendus et demandés, afin de dévier la lutte des questions centrales de l'enseignement en bantou et des "homelands" vers les démonstrations habituelles et "militantes" de l'ANC, qui séparent la lutte pour la suppression des "passeports intérieurs" de celle des objectifs politiques d'ensemble.

Quand échoua cette manœuvre de la classe dirigeante, Winnie Mandela fut arrêtée. Ces arrestations de membres de l'ANC et d'autres organisations (dont le SASO - Organisation des étudiants sud-africains) devaient avoir pour effet, d'une part de terroriser la population, et d'autre part, de mettre en avant les leaders collaborationnistes, perçus comme des dirigeants combatifs par la population. Le même objectif était poursuivi lors de l'arrestation de "l'opposition" à Matanzima du Parti Démocratique, collaborationiste dans le "homeland" du Transkei, ceci rendait partiellement possible pour Matanzima (un Quisling de Vorster) d'utiliser le Nunga (le "Parlement-croupion du homeland") et de se présenter comme l'opposition loyale à Vorster.

La dernière concession de Vorster et de son Ministre de la Justice, Kruger, fut d'offrir le "droit à la possession de son logement" à une poignée d'aspirants petits-bourgeois de Soweto. Ils se verraient garantir la possession de leur propre cage, au lieu de la louer au Département des Affaires Bantoues. Cette manoeuvre avait pour fonction limpide de couper ce secteur de la population des masses laborieuses. Elle fut vouée à la faillite. Parce que c'était précisément contre le système des réserves - qui fait partie de la fraude des "homelands" - , que la lutte contre la "bantoustanisation" fut lancée à Soweto.

Pour la même raison, la concession tant vantée de Vorster, du 8 août (que les résidents de Soweto et d'autres réserves "dirigeraient leurs propres affaires") était en fait nullement une concession, mais plutôt une intensification de "l'auto-détermination bantoue", de "l'autonomie bantoue" ainsi que de la politique "d'auto-imposition" de la domination blanche. Les concessions du régime ne firent qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Durant la dernière semaine d'août, le gouvernement, soutenu par les chefs des Chambres des Mines, du Commerce et de l'Industrie (qui lancèrent la chasse aux grévistes) réussit partiellement dans son utilisation des collaborateurs "zoulous" pour manipuler les "Impis" retribalisés (des associations guerrières), pour attaquer les étudiants et les grévistes. Plus de trente furent tués, certains par la police, certains par des bandes armées, alors que la police les regardait depuis ses véhicules blindés construits dans le Marché Commun.

La grève elle-même fut suivie à 90 % dans les grands centres industriels de Langlaagte et d'Industria et à 100 % dans les grands magasins des villes. Cependant, dans les grandes firmes industrielles et dans les mines, le cœur de toute l'économie sud-africaine, de même que dans les grands services municipaux, il n'y eut pas une seule grève.

## La concession de la Namibie à l'Allemagne

Parallèlement à cette politique de la carotte et du bâton en réaction aux événements de Soweto, Vorster annonça que la Namibie deviendrait "totalement indépendante" le 31 décembre 1978. Jusqu'à cette date, elle serait dirigée par un gouvernement intérimaire à domination blanche, avec à sa tête un "chef" africain. Ce fut le premier fruit des entretiens Vorster-Schmidt-Kissinger tenus en Allemagne en juin dernier, au cours desquels Schmidt, au nom de l'impérialisme allemand, réclama l'indépendance pour la Namibie, qui deviendrait

alors une néo-colonie où les biens des anciens nazis allemands, qui contrôlent toujours une vaste portion de l'économie, se verraient garantis.

Le SWAPO (Organisation du Peuple d'Afrique du Sud) et l'ANC, de concert avec leurs inspirateurs blancs du PC, libéraux, anglicans, catholiques, sont fortement marqués par une tradition de travail dans le cadre de l'apartheid politique. Dès 1922, le PC lui-même appela à une "Afrique du Sud socialiste blanche" lors d'une grève de mineurs blancs contre des mineurs africains qui s'étaient vus accorder le droit d'accéder au travail qualifié. Après sa formation par l'aristocratie ouvrière blanche et des libéraux européens, le PC géra des syndicats dominés par l'apartheid et viola la décision de boycottage par les non-européens des élections tenues dans le système de l'apartheid. Il présenta des communistes blancs en tant que "représentants indigènes", selon les normes de la loi de 1936 sur l'élection des indigènes (Native Representation Act). Durant les deux premières années de la seconde guerre mondiale, le PC collabora avec les nationalistes boers pro-nazis et, plus tard, il vira vers le soutien au général Smuts et à l'empire

britannique. Jusqu'à ce jour, aucun de ces partis ne considéra avec sérieux la loi sur l'enseignement bantou ou sur les Bantoustans. Aujourd'hui, ils font tout pour tenter de profiter des luttes autonomes des masses laborieuses. Ces masses luttent contre la "bantoustanisation" parce qu'elles savent que c'est un moyen essentiel pour les déposséder de tous leurs droits. Les travailleurs opprimés veulent mettre un terme à cela. Ils veulent exproprier ceux qui les dépouillent, pour s'approprier la totalité de l'Afrique du Sud et disposer des pleins droits démocratiques pour tous, sur une base non raciale (et non pas multi-raciale, ce qui est, en pratique, raciste). Il n'y a qu'une base pour l'auto-détermination de l'Afrique du Sud : l'expropriation des expropriateurs et l'affranchissement des opprimés. C'est une revendication combinée et indivisible. Cette indivisibilité est précisément le dilemme auquel font face les impérialistes de ce "peuple de seigneurs" (Herrenvolk), qui savent qu'ils ne peuvent diviser la question de la propriété de celle des droits démocratiques, de l'affranchissement, comme cela s'est produit dans le reste de l'Afrique (au Nigéria, au Kenya, en Tanzanie)...

Les travailleurs de Soweto dirent clairement : "Nous ne voulons pas de Soweto. Nous ne voulons pas un Bantoustan du Transkei ou de sa citoyenneté. Nous ne voulons pas gérer nos propres affaires à Soweto ou dans tout autre de vos camps de travail. Nous ne voulons pas d'un développement séparé. Nous ne voulons pas notre propre identité, tribale ou nationale, qui n'est que l'identité des esclaves de la ségrégation, de la main-d'œuvre à bon marché. Nous ne voulons pas de la partition de l'Afrique du Sud en une partie blanche et une partie noire, ce qui de toute manière est la réalité d'aujourd'hui. Nous rejetons l'idée que les Boers forment une nation, tout comme les Anglais, les Juifs ou les Blancs en totalité." Bien que ce ne fut pas exprimé de manière explicite, l'objectif impliqué clairement par la révolte était le suivant : le démantèlement de toute la machine et de tout le système de ségrégation, et la construction d'une nation indivise et non raciale avec des droits pleins et égaux pour tous, avec la totalité du territoire comme propriété d'une seule et même nation. Ceci, et seulement ceci, représente l'auto-détermination pour les opprimés d'Afrique du Sud. Ceci,et seulement ceci, est impliqué dans le rejet de l'enseignement bantou par les masses de Soweto,comme dans le refus de "l'indépendance" du Bantoustan. Tout statut séparé pour un groupe particulier n'est qu'une fraude raciste ayant pour but la persistance du statu quo de la suprématie blanche.

## Soweto : une lutte de la classe ouvrière

Soweto, Alexandra et les autres "centres urbains" où se sont produits les soulèvements de juin contre l'enseignement bantou sont des ghettos-camps-de-travail de la classe ouvrière. Près de la moitié de la classe ouvrière urbaine non-européenne (Noirs, Métis et Indiens) vit dans ces "centres urbains". Ces réserves, ainsi que les ensembles d'habitations des mines et de l'industrie lourde (ce sont principalement des camps de concentration pour la main-d'œuvre célibataire à bon marché) sont situés dans la célèbre région du Rand, une ceinture industrielle et commerciale d'une centaine de kilomètres, où se trouvent les mines d'or, d'uranium et de charbon. La ville de Johannesburg est la boucle de cette ceinture. La plu-

part des moyens de production de cette ceinture industrielle sont détenus par l'impérialisme britannique, en association avec d'autres investisseurs impérialistes du Marché Commun et des capitalistes américains, canadiens, australiens et israéliens. En d'autres termes, c'est une concentration du capitalisme mondial.

Les travailleurs africains de cette ceinture vivent dans des ghettos raciaux gigantesques, à la périphérie des villes de Johannesburg, de Benonik, de Germiston, etc., éloignés et isolés des rues de ces villes, des bars, des cafés, des parcs, des bâtiments publics, des cinémas, des théâtres, des piscines, des écoles, des universités, des hôpitaux, etc. Ils n'ont ni syndicats ni droits politiques. Ils ne peuvent posséder ni une maison, ni un appartement, ni choisir où vivre. Ils n'ont pas même le droit de vivre en permanence dans les réserves à l'orée des banlieues, car leur droit à résider dans ces réserves est strictement limité selon les vieilles lois imposées par les Britanniques au XIXème siècle, sur la "circulation intérieure" avec passeport. Les familles des mineurs vivent à des milliers de kilomètres, dans les "bantoustans", qui sont des réserves de main-d'œuvre à bon marché, rurales, sans villes, sans industries. Pareillement, les travailleurs de l'industrie lourde et des transports sont, sur une grande échelle, séparés de leur famille et vivent dans des ensembles pour travailleurs ou des baraquements.

Cette "désurbanisation du prolétariat" est une politique ancienne de la classe dirigeante. Elle est liée au refus d'allouer de la terre à de possibles paysans. Tout cela fut créé et maintenu principalement par l'impérialisme britannique. Les Bœrs sont essentiellement les "managers"; les ouvriers blancs forment l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie, alliées avec les capitalistes bœrs, britanniques et européens, contre la classe ouvrière non-européenne qui est seule à produire la plus-value en Afrique du Sud. Telle est la structure sociale de base. Telle était la structure de classe dans laquelle Soweto était intégré comme un secteur majeur de la classe ouvrière industrielle sud-africaine, qui se voit nier formellement le droit au travail qualifié et qui est payée à des taux de non-qualifiés pour du travail qualifié qu'elle réalise en pratique.

Les travailleurs de Soweto en lutte contre l'apartheid constituent une partie intégrante et fondamentale du prolétariat international. Le fait que l'histoire n'a pas forgé cette classe dans le moule classique, qu'elle ne soit pas vraiment urbaine ou industrielle, est en soi caractéristique de la nature spécifique semi-coloniale de ce prolétariat. Mais il s'agit là d'un prolétariat, et Soweto, comme Sharpeville en 1960, fait partie de la longue histoire de la lutte du prolétariat international pour son émancipation du Capital.

## Les fraudes de l'auto-détermination et de l'indépendance

Le régime Vorster, en collaboration avec l'impérialisme du Marché Commun et l'impérialisme américain, avec le soutien total de tous les groupes sociaux blancs en Afrique du Sud (les Afrikaans, les Anglais, les Juifs et les Allemands principalement) oppose de façon de plus en plus pressante le mot d'ordre "d'auto-détermination" aux revendications d'égalité et de démocratie non-raciale inconditionnelles.

Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, où les Blancs vivent dans un "pays impérialiste" et les non-blancs dans une semi-colonie (ou une colonie, comme Trotsky le disait dans sa lettre de 1935 aux camarades d'Afrique du Sud), la "question nationale" est différente de ce qu'elle était dans la Russie tsariste. En Russie, les tsars avaient une politique de russification, niant les droits nationaux des Georgiens, des Ouzbeks, des Polonais, des Cosaques, etc., empêchant la formation d'Etats nationaux au sein de l'empire, refusant l'auto-détermination et la sécession. En Afrique du Sud, l'impérialisme bœr et britannique a toujours essayé de créer des mini-Etats tribaux séparés, a encouragé les langues tribales, poussé au développement de "l'entité tribale" et créé des territoires séparés pour les Blancs et les "Noirs". Les territoires de ces derniers étant encore divisés entre les Africains, les Indiens et les "Métis". La population africaine était ainsi divisée encore davantage en fonction de lignes de séparation tribales artificiellement conservées et parfois recréées pour la cause. La pénultième forme de cette entreprise a été la politique de gouvernement indirect. La forme ultime en a été les Etats bantous "indépendants", où les Xhosas détenaient la citoyenneté xhosa dans le Xhosaland, de même pour les Zoulous dans le Zoulouland. Tous les non-européens perdent donc leur citoyenneté sud-africaine. Bien entendu, les Blancs seraient les seuls citoyens de la République blanche d'Afrique du Sud.

Contre la politique de russification des tsars impérialistes et racistes, les peuples opprimés de Russie ont lutté et obtenu après la Révolution russe l'auto-détermination nationale, des Républiques autonomes avec droit de sécession, droit qui fut exercé en fait dans certains cas. Contre la politique d'auto-détermination raciste de l'impérialisme blanc d'Afrique du Sud, les opprimés défendent l'unité et l'égalité auxquelles est opposé le régime raciste d'Afrique du Sud soutenu par l'Occident. L' "auto-détermination" propulsée par le régime débouche sur : 16 millions d'Africains ou Bantous recevant des homelands tribaux, sans villes, sans industries, sans prospérité; 2 millions de "gens de couleur", vivant principalement au Cap; 1 million d'Indiens, principalement à Natal, se voyant placés dans des conditions semblables.

Ainsi, le 9 août, après Soweto, Vorster nomma une nouvelle "commission de conseillers" auprès de son gouvernement, chargée d'étudier les modalités d'intégration de ces deux derniers groupes dans son plan de partition. La commission précédente avait recommandé des mesures à prendre pour initier une intégration politique. Ce fut rejeté par le gouvernement, en 1976. Que des secteurs des "gens de couleur" opprimés risquent leur vie en manifestant leur soutien à la lutte de Soweto au cours des deux premières semaines d'août, indique la faillite de toute tentative de la part du gouvernement pour faire des "gens de couleur" des Blancs. De même, il n'est pas vraisemblable que cela soit accepté, ni par les Blancs, ni par les Noirs. Cela signifierait l'octroi de salaires égaux, ce qui ruinerait l'industrie possédée par les Blancs,et l'agriculture dans les provinces du Cap et de Natal. Ceci représenterait le premier pas vers une égalité politique générale et une intégration sociale, soit le type même de réforme qui pousserait à l'escalade.

Enfin, avec la politique d'auto-détermination raciste du gouvernement, 4,5 millions de Blancs resteront les seuls citoyens et possesseurs de 90 % des terres en Afrique du Sud, détenteurs des villes, des chemins de fer, des ports, des aéroports, des mines, des fermes, des universités, des hôpitaux et des ressources minières. En fait, les revendications des oppresseurs blancs et celles des opprimés noirs portent sur la totalité de l'Afrique du Sud. Aucune des deux parties ne peut ou ne veut accepter un Etat ou une citoyenneté non reliés à cette totalité. Dans ce contexte, toute "autodétermination" ou toute "autonomie" pour un groupe ethnique particulier est un concept blanc totalement raciste. Ceci définit la question nationale en Afrique du Sud. La seule solution possible est la citoyenneté pleine et égale dans un seul Etat non racial, comme l'a toujours dit le "Mouvement pour l'Unité Non-Européenne".

## Gérez vos propres ghettos

Une partie centrale de la politique de "bantoustanisation" est l' "auto-gouvernement" local dans chaque réserve et chaque ensemble à l'intérieur de l'Etat blanc séparé d'Afrique du Sud; c'est-à-dire les 90 % du territoire détenu par les Blancs après la partition. A l'intérieur de Soweto, par exemple, qui comme la plupart des réserves,est déja divisé en unités tribales artificielles, le vieux système du Conseil de gestion de la Réserve adoptera de nouvelles formes tribales. Les Xhosas à Soweto "dirigeront leurs propres affaires", ce qui signifie l'emploi obligatoire de la langue xhosa dans l'enseignement, afin d'approfondir le processus de tribalisation. Les Zoulous auront leurs "propres conseils" avec le zoulou comme langue d'enseignement, etc. Il peut exister un conseil "inter-tribal" pour toute la réserve d'un million et demi d'habitants. Ils auront "leur propre" police tribale pour maintenir l'ordre. Tout ceci n'est pas conjoncturel, mais est la "solution" au problème de Soweto annoncée par Vorster, Botha et Kruger, le 9 août.

Cette forme d'auto-gouvernement local à des non-citoyens, ne disposant d'aucun droit, qui sont de futurs travailleurs immigrés possédant une citoyenneté dans un Bantoustan éloigné, a été rejetée avec force par la population de Soweto et d'Alexandra, immédiatement après que Vorster en fit l'annonce. Le refus prit la forme de la mise à feu de bâtiments gouvernementaux, d'écoles, de moyens de transport, et d'une grève générale largement réussie, qui dura trois jours. Dans le seul Soweto, quelque deux cent mille travailleurs quittèrent le travail. Ces actions ne furent pas menées sur les lieux de travail et dans les villes qui sont sous le contrôle total du régime blanc et où les Blancs sont majoritaires, mais dans les ghettos mêmes. Les grèves exprimaient clairement la volonté des travailleurs : "Nous ne voulons pas de Soweto, nous voulons Johannesburg ! Nous ne voulons pas des réserves des Bantoustans, nous voulons pour tous la totalité de l'Afrique du Sud !" Ce fut ce rejet implicite mais profondément ancré de cette "auto-détermination" et sa substitution par la revendication des pleins droits démocratiques qui amena Vorster à dire que ses Quislings placés dans les réserves n'étaient plus "capables ou désireux" de collaborer avec lui.

Les compagnies multinationales impérialistes financières et minières, qui possèdent de fait l'Afrique du Sud, sont gênées par la baisse des actions des mines d'or d'Afrique du Sud et du prix même de l'or (spécialement, de manière paradoxale, durant la reprise économique). Le boycott par les travailleurs des pays impérialistes des importations et des exportations de et vers l'Afrique du Sud, particulièrement de l'or, de l'uranium, des diamants, du pétrole et des armes, aiderait considérablement le prolétariat sud-africain dans sa lutte contre le racisme et l'apartheid. Le boycott est déprécié et rendu insignifiant par les collaborateurs potentiels du PC et de l'ANC ainsi que par les libéraux occidentaux, ainsi que par le Conseil Mondial des Eglises, dont des membres possèdent de forts investissements en Afrique du Sud.

Il ne peut devenir une arme de libération que s'il s'appuie sur le principe de non-collaboration avec l'impérialisme, que s'il devient une arme de la classe ouvrière internationale. Ceci requiert une explication, des actions de la classe ouvrière, un "sacrifice" par rapport à ses propres intérêts immédiats et nationaux à l'avantage d'intérêts internationalistes et à long terme du prolétariat mondial, dont les travailleurs de Johannesburg, de Soweto, de Port Elisabeth, de la ville du Cap et des "homelands" sont une partie fondamentale et indivise.

25 août 1976.

# L'ULTIME ASSAUT

**ESPAGNE PEDRO AGUIRRE**

Au moment où le mouvement de masse s'apprête à déclencher sa bataille finale contre la dictature franquiste, toutes les contradictions produites par le développement capitaliste de l'Espagne s'aiguisent d'une façon extraordinaire. La société espagnole est devenue une société capitaliste développée. Toutefois, cette transformation s'est réalisée dans le cadre d'une dictature sanglante et répressive. Ainsi, toutes les contradictions et toute la pourriture typique de la société impérialiste en déclin se trouvent doublement renforcées dans l'Etat espagnol.

## Un régime inutile

La composition sociale s'est modifiée substantiellement. La population active à la campagne ne représente plus que 25 %. Les grandes villes industrielles concentrent la plus grande partie de la population. Les travailleurs salariés représentent plus de 70 % de la population active.

Toutefois, ce processus de transformation capitaliste n'a pas été accompagné par des réformes structurelles profondes. Le capitalisme espagnol a fait en grande partie dépendre le "miracle" de l'industrialisation de facteurs externes : les devises des ouvriers condamnés à émigrer en Europe, les devises du tourisme, les investissements étrangers. Aujourd'hui, alors que la crise du capitalisme international éclate ouvertement et qu'est patente la faiblesse structurelle du capitalisme espagnol, se sont manifestées son infériorité sur le plan de la concurrence en Europe et son incapacité d'assurer des améliorations significatives au mouvement de masse.

Pendant des années, le maintien de la dictature, comme forme spécifique du pouvoir bourgeois, a permis à la classe dominante d'empêcher l'organisation légale et permanente du mouvement ouvrier et d'obtenir des surprofits grâce à la surexploitation des travailleurs. Mais, au cours des 15 dernières années de lutte qui ont suivi la grève générale des mineurs des Asturies en 1962, le mouvement ouvrier a réussi à renforcer ses positions, à élargir son organisation et à entraîner derrière lui toutes les couches opprimées. Par là, il a signé l'arrêt de mort de la dictature franquiste.

Le régime surgi de la défaite du prolétariat dans la guerre civile n'est plus utile au capitalisme espagnol. Il n'est plus capable d'empêcher que la classe ouvrière fasse valoir ses revendications et s'organise. Les grèves ont atteint un niveau comparable à celui des pays d'Europe les plus combatifs. En même temps, le maintien de la dictature représente un facteur extraordinaire de politisation dans chacune des mobilisations. L'absence de canaux légaux d'organisation stimule l'auto-organisation des masses. Finalement, la dictature constitue aussi un obstacle à l'organisation en partis politiques de la bourgeoisie elle-même.

Le capitalisme espagnol a conscience de cette réalité depuis un certain temps. Mais il se trouvait dans une impasse totale, dans l'incapacité de trouver une solution. Abandonner immédiatement la dictature, le faire sans organiser ses propres forces, en face d'un mouvement ouvrier et de partis ouvriers possédant une longue expérience d'organisation clandestine et semi-légale, impliquait le risque d'ouvrir un processus accéléré vers la révolution prolétarienne sans que la bourgeoisie et les partis réformistes ne puissent le dévier vers un débouché parlementaire. Mais maintenir la dictature signifiait stimuler la politisation et l'organisation du mouvement de masse, permettre l'expérience croissante d'une activité unitaire. La voie choisie par le capitalisme espagnol pour se tirer d'une telle situation a été la "réforme de la dictature". Le premier gouvernement de Juan Carlos fut l'agent chargé de réaliser une telle réforme.

## La faillite du premier gouvernement

L'objectif essentiel du projet de réforme du franquisme était d'éviter un affrontement ouvert avec le mouvement de masse, éviter le renversement de la dictature par l'action directe de ce dernier, éviter l'ouverture d'un processus révolutionnaire. Le capitalisme espagnol espérait opérer une transformation de

la dictature en un Etat fort avant que cet affrontement ne se produise. La conquête par la monarchie d'une légitimité aux yeux des masses se situe au centre de cette opération. Dans ce but, il était nécessaire de maintenir le PCE et l'extrême-gauche dans l'illégalité, en favorisant entre-temps le développement des partis bourgeois et de la social-démocratie, et en créant les conditions d'une future division syndicale dans les rangs de la classe ouvrière.

Ces projets exigeaient trois conditions pour aboutir : réaliser un "pacte interne" avec l'appareil de la dictature, intégrer "l'opposition démocratique" et démobiliser le mouvement de masse. Loin d'accepter la réforme de la dictature, l'appareil du régime a opposé une résistance féroce. Ainsi, le projet du gouvernement, qui aurait dû être conduit à travers les Cortes et le Conseil du Royaume, s'est heurté dans ces organismes mêmes à une opposition ouverte. La bourgeoisie démocratique n'a pas pu être intégrée. Dès le premier moment, celle-ci a été consciente des avantages du projet gouvernemental et certains de ses porte-parole l'ont déclaré publiquement. La réforme de la dictature impliquait la possibilité de récupérer le temps perdu, de permettre à la bourgeoisie de s'organiser plus solidement et à la social-démocratie de se renforcer, alors que le PCE et les organisations de l'extrême-gauche resteraient dans l'illégalité. Cependant, la bourgeoisie démocratique ne pouvait pas s'engager ouvertement et activement dans un tel projet. En le faisant, elle courait le risque de perdre toute possibilité de justifier son caractère "démocratique" aux yeux des masses. Elle devait concentrer ses efforts sur un objectif : imposer un pacte aux organisations ouvrières sur la base de son propre programme, enlever au mouvement de masse le rôle de protagoniste et créer ainsi les conditions pour obliger les partis ouvriers traditionnels à accepter le cadre d'un "pacte social". Ceci devait permettre d'éviter la transformation de la fin de la dictature en début de la révolution et d'assurer au Capital une marge de manœuvre pour reconstruire un Etat bourgeois apte à garantir les conditions nécessaires pour résoudre la crise du capitalisme espagnol, sur une période assez longue.

Toutefois, ce fut surtout le mouvement de masse qui a provoqué la faillite spectaculaire des projets du premier gouvernement de la monarchie. Après la mort de Franco, le mouvement de masse, dirigé par la classe ouvrière, fut le protagoniste des mobilisations les plus grandes des 40 dernières années. Dans ce processus, la grève générale de Vitoria, l'affrontement violent avec les forces de répression, la grève générale de solidarité en Euskadi (1 million de personnes), les manifestations de solidarité dans tout le pays, ont marqué le point final du projet du gouvernement, la démonstration pratique de l'impossibilité de "précéder" et désarçonner l'action des masses.

## Le mouvement de masse

Comme nous l'avons souligné lors du récent Congrès de la LCR-ETA(VI) : "Le mouvement de masse actuel est né marqué par des caractéristiques originales qui ont déterminé son développement dès le début des années 60 et ont forgé sa capacité de résistance et d'offensive face à la dictature. Aujourd'hui, ces caractéristiques continuent à définir l'ultime assaut contre le franquisme et déterminent la future activité des masses.

Le profond caractère unitaire du mouvement de masse a été suscité, d'une part par le rôle primordial, de force motrice, que le prolétariat industriel a assumé dans le combat contre la dictature et l'exploitation; tous les autres secteurs exploités et opprimés se sont engouffrés dans la brèche ouverte par les luttes ouvrières dans la cuirasse franquiste. D'autre

part, l'existence d'un ennemi commun est apparue avec clarté aux travailleurs et au peuple : la dictature. Une immense aspiration à l'unité d'action et à la solidarité active fut présente dans toutes les mobilisations ouvrières et populaires, depuis la grève des mineurs de 1962 jusqu'à la grève générale de Vitoria.

Aujourd'hui, cette aspiration s'est convertie en une donnée centrale de la situation : une politique communiste ne peut se situer en marge de celle-ci et encore moins s'y opposer.

L'inégalité des expériences et de la conscience des masses a été le produit :
- des conditions objectives dans lesquelles s'est constituée la classe ouvrière dans l'après-guerre, soit la restructuration sociale accélérée produite par le développement capitaliste, à partir de 1959, et ses effets sur la question nationale comme sur les déséquilibres régionaux;
- de l'illégalité imposée par la dictature aux organisations ouvrières, qui a rendu impossible l'existence d'organisations stables de masse, rendant difficile l'accumulation et la transmission des expériences réalisées par le mouvement;

- des illusions réformistes véhiculées par la pratique du PCE, principal obstacle subjectif au dépassement de cette inégalité, c'est-à-dire la réalisation de luttes d'ensemble sous une direction prolétarienne. Aujourd'hui, la grève générale contre la monarchie franquiste résume cette lutte d'ensemble.

La nouvelle croissance du mouvement de masse, après la mort du dictateur, l'intégration dans les mobilisations de l'immense majorité des travailleurs et des secteurs populaires, la continuité acquise par ces luttes, l'obligation pour la dictature de concéder une certaine marge de légalité, l'expérience de luttes générales à caractère politique (amnistie...) et de luttes revendicatives sectorielles à l'échelle de l'Etat (banque, téléphone, santé, enseignement...) ou de la région (construction, métallurgie, textile...), etc., ont modifié cette inégalité dans un double sens.

D'une part, l'éventail de l'activité des masses s'est élargi. Des formes très élémentaires d'organisation et de conscience (grèves "légales" et manifestations avec applaudissements à la police, formes organisationnelles strictement légales...) et des formes très supérieures à celles connues jusqu'à présent (grèves dirigées par des Assemblées ou des Coordinations de délégués, grève générale de Vitoria, manifestations massives pour l'amnistie et la dissolution des corps répressifs) s'affirment. D'autre part, le déplacement "vers la gauche" de l'ensemble de l'activité des masses, stimule l'élévation du niveau politique et organisationnel moyen.

La fonction politique fondamentale de la dictature franquiste visait à la désorganisation et à "l'atomisation" des travailleurs. Durant des années, seulement lors des moments les plus élevés des luttes les plus radicales, le mouvement de masse utilisa sa forme organisationnelle directe : l'Assemblée. Dans ces conditions, le mouvement ouvrier produisit pour son avant-garde le type d'organisation le plus adéquat à sa situation d'illégalité : les Commissions Ouvrières (CCOO).

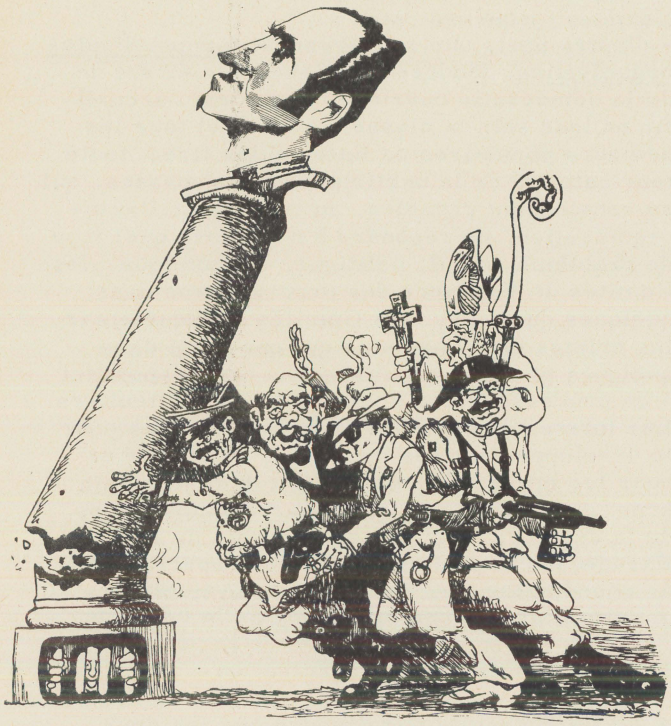
Ainsi, la dictature, tout en empêchant l'organisation stable des masses, stimule leur instinct d'auto-organisation. Néanmoins, il ne peut se matérialiser que de manière ponctuelle et discontinue, avec des contenus divers, allant des Assemblées "passives" jusqu'aux Assemblées comme centre de décision. Ces expériences se concentrent spécialement dans les grands centres industriels possédant une plus grande tradition de lutte. Elles sont moins fréquentes dans des secteurs ouvriers plus dispersés ou séparés de cette "école d'organisation" que représente pour les travailleurs la fabrique capitaliste.

Ces conditions expliquent la forme prise par la volonté d'organisation avec laquelle le mouvement de masse a salué la disparition du dictateur. Deux processus organisationnels d'un contenu politique distinct se sont intimement combinés :
- d'une part, une ferme aspiration à reconstruire les organisations de masse "naturelles" en société capitaliste, plus particulièrement le syndicat, ainsi que des organisations populaires de quartier, des organisations sectorielles (femmes, jeunesse, etc.)
- d'autre part, une recherche de formes d'auto-organisation, fondées sur l'exercice direct de la démocratie ouvrière, capables d'accueillir en leur sein la classe ouvrière et tous les secteurs populaires en lutte. Elles tirent toute leur autorité de la participation des masses, qui se considèrent capables, au travers de l'auto-organisation, de répondre à n'importe quel type de problème social, politique, économique : les Comités de Vigilance des prix apparus dans quelques quartiers, les Comités d'Enquête sur les crimes du franquisme qui ont surgi dans quelques endroits en Euskadi..., correspondent à ce processus, sur divers thèmes particuliers. Les formes d'organisation mises en place pour le développement des actions de solidarité et pour les luttes d'ensemble vont dans le même sens : ceci s'est manifesté, par exemple, lors de la dernière lutte des enseignants de Madrid. Par-dessus tout, l'extension des expériences de coordination des Délégués d'Assemblées - important acquis des luttes depuis le début de l'année - est une confirmation de la profondeur de cette volonté d'auto-organisation.

Il est important de comprendre que les deux processus ne s'excluent pas l'un l'autre. Au contraire, ils se rejoignent dans la pratique, dans l'actuelle tentative générale de recomposition organique du mouvement de masse. La conquête de la légalité par le mouvement de masse va provoquer un développement combiné de ces deux phénomènes : la construction du syndicat, en particulier, aura ainsi un fort contenu d'auto-organisation et coexistera avec des expériences d'auto-organisation directe dans les fabriques, les quartiers, etc.

La contradiction entre le niveau de combativité et la conscience politique a été une des autres caractéristiques fondamentales du mouvement de masse. Les travailleurs ont fait à maintes reprises l'expérience de devoir mener des batailles prolongées, très dures, pour obtenir la satisfaction de revendications minimes. Ils ont ainsi développé une volonté inébranlable de lutte, une haine profonde de la dictature, un immense désir de liberté. Le mouvement de masse a acquis un instinct de classe anticapitaliste très poussé. Pourtant, sa conscience n'a pas pu assimiler clairement l'expérience des luttes décidées et directes contre la bourgeoisie, dans toutes ses variantes politiques. Le franquisme a été à la fois un stimulant de la politisation du mouvement - qui a dû affronter les instruments répressifs de la dictature - et un écran masquant le contenu anticapitaliste de son activité.

Après la disparition du dictateur, les masses ont entrepris un processus accéléré de politisation. Elles ont vu la liberté à portée de la main et se sont jetées vers elle, réveillant toutes les revendications et voulant régler tous



les "comptes en suspens" de 40 ans d'exploitation et d'oppression. Sans doute, leurs"illusions démocratiques" ne se sont pas seulement maintenues, mais se sont même accentuées. Pourtant, elles sont soumises à l'épreuve permanente de l'action. L'attitude avec laquelle le mouvement de masse s'est confronté à la "tolérance" gouvernementale est exemplaire en ce sens. Il comprit que la décapitation de la dictature offrait des possibilités inédites d'utilisation de la légalité franquiste. Les travailleurs, guidés par des critères d'efficacité, et sans rendre de culte ni à la légalité ni à l'illégalité, utilisèrent largement les CUD (1) et les Associations de Voisins, ainsi que des organismes semi-légaux divers, spécialement de caractère anti-répressif, qui maintenaient toujours l'Assemblée au centre de leur organisation. Au moment où se révéla l'étroitesse de la "tolérance", et malgré le légalisme et la modération générale des directions ouvrières majoritaires, le mouvement a développé, de manière fulgurante, les mots d'ordre appropriés (dissolution des corps répressifs, inculpation des responsables des crimes du franquisme, amnistie du travail - c'est-à-dire réengagement à leur poste de travail des ouvriers licenciés pour motifs politiques ou de lutte sous le franquisme), et les organismes correspondant à la nouvelle expérience (délégués).

Ainsi, comme il arrive toujours lors de la montée impétueuse des masses, la conscience de classe est devenue "le facteur le plus dynamique de la situation". Des bonds en avant de la conscience et de l'activité des masses, qui normalement exigent des années, se produisent maintenant en un jour.

La faiblesse de l'hégémonie du PCE est une donnée qui résume - sur le plan politique et dans ses deux facettes : "hégémonie" et "faiblesse" - toutes les caractéristiques précédentes. L'incapacité fondamentale de la social-démocratie historique de jouer son rôle politique dans les conditions de la clandestinité a permis au PCE d'occuper sans opposition le rôle politique du réformisme, médiation assurant son hégémonie sur le mouvement de masse. Pourtant, toute la dynamique objective des luttes est entrée en contradiction pratique, de manière répétée, avec la ligne pacifiste et conservatrice du PCE, pour laquelle l'activité des masses a une fonction exclusive de moyen de pression. De cette manière, avec une certaine fréquence, des débordements massifs de la direction réformiste se sont produits, ainsi que des mobilisations échappant dès le début à son contrôle (particulièrement en Euskadi). Ces faits expriment comment, en opposition avec cette hégémonie réformiste, des positions révolutionnaires - plus ou moins en accord avec une ligne d'indépendance de classe - ont rencontré une audience de masse et ont pu disputer au PCE, dans la pratique et à maintes reprises, la direction du mouvement. Sans doute, ces débordements n'ont pas pris un caractère irrécupérable, n'ont pas signifié une rupture politique des masses avec le réformisme. Mais ils ont signifié une accumulation d'expériences, d'acquis du mouvement, dans lesquels résident les possibilités réelles de poser ouvertement,contre le réformisme, la bataille pour la direction de la mobilisation des masses.

Ce renforcement du mouvement, dont nous connaissons la première phase, suppose dès maintenant, et encore plus dans un futur immédiat, la croissance des organisations traditionnelles, non seulement du PCE, mais aussi du PSOE. Pourtant, cette croissance n'étouffera pas les possibilités d'intervention des révolutionnaires, qui recueilleront largement les fruits du "déplacement à gauche" de l'activité des masses laborieuses.

L'hégémonie du PCE sera contestée par tous les courants,de la social-démocratie à l'extrême-gauche. Parallèlement, sa ligne politique subira les effets contradictoires d'une politique de concessions simultanées à la bourgeoisie et aux travailleurs. Les rapports de forces à l'intérieur du mouvement de masse acquerront une mobilité extrême, qui se reflétera dans un processus de recomposition

et de crise interne des divers courants politiques.

Cet ensemble de caractéristiques agissent à l'intérieur du mouvement comme un système de forces dont la résultante modifiera sa direction suivant le cours concret des événements, sans que s'efface la tendance de fond : la polarisation de classe de la société espagnole".

## Suarez : un gouvernement de transition

Le grand capital a pris une claire conscience de l'échec du projet de "réforme de la dictature". Dès le moment de sa formation, le deuxième gouvernement de Juan Carlos affirma publiquement son état transitoire. Le gouvernement Suarez manque totalement d'un programme qui donne une réponse aux problèmes clés du capitalisme espagnol.Toute son activité est vouée à favoriser l'effritement progressif des rapports de forces sociaux, qui doit offrir à la bourgeoisie la possibilité de trouver une nouvelle stabilité politique basée sur la démocratie-chrétienne et la social-démocratie. Cela a déterminé la nature de toutes les initiatives prises jusqu'à présent.

La première n'est autre que la tentative d'affaiblir le caractère de masse de la lutte pour l'amnistie et surtout de la priver de son contenu d'exigence immédiate. L'amnistie a touché la quasi-totalité des militants emprisonnés du PCE. Mais de nombreux militants de l'ETA et de la LCR, basques dans leur immense majorité, demeurent dans les prisons franquistes, et voient même empirer leurs conditions de vie. L'objectif fondamental du gouvernement est que le mouvement de masse accepte, également sur ce terrain, une évolution par étapes. Même en se lamentant sagement sur les limites de cette amnistie, une partie importante de la presse apparemment "indépendante", n'a pas hésité à affirmer qu'une fois "l'amnistie concédée", les problèmes fondamentaux se déplacent vers d'autres thèmes. Felipe Gonzales lui-même, secrétaire général du PSOE, est allé dans le sens de l'orientation gouvernementale, en expliquant que l'amnistie totale sera seulement possible avec le "gouvernement provisoire".

La seconde consiste à accélérer la division du mouvement ouvrier en faveur de la social-démocratie, par le biais de négociations directes et privilégiées avec cette dernière. Sous l'apparence formelle de simples échanges d'impressions, les réunions du président du gouvernement avec les dirigeants socialistes, et avant tout avec Felipe Gonzales, poursuivent cet objectif.

La troisième vise à maintenir le "principe" de l'illégalité du PCE, non pas parce que le gouvernement considère que cette illégalité soit réellement un principe, mais pour s'assurer de plus larges concessions de sa part et, avant tout, la garantie de la mise en place du "pacte social" avec la participation du parti ouvrier hégémonique.

La quatrième tend à réduire la "tolérance" envers l'activité des masses : élargissement minime de l'activité légale contrôlable combinée avec une plus grande rigidité envers l'activité moins contrôlable; répression systématique des manifestations de rue; organisation directe ou indirecte de provocations; accroissement de la répression des activités concernant les thèmes "non-négociables" : monarchie, armée, piquets de grève...

De même, sur le plan économique, l'activité gouvernementale se réduit également à la prise de mesures tactiques. D'une part, elle remet aux mains du grand capital la direction de la politique économique. D'autre part, elle cherche à retarder toute mesure de stabilisation, jusqu'à ce qu'aient eu lieu les élections générales et que le gouvernement puisse jouir d'une plus grande "confiance politique" du mouvement de masse. Si on considère que le niveau de l'inflation dépassera cette année celui de toutes les années passées, que le problème du chômage (presqu'un million de chômeurs à la fin de l'an passé) n'a pas été abordé, que le capitalisme espagnol est encore loin de pouvoir participer à la relative relance économique de l'économie impérialiste, que les entrées en devises ont diminué considérablement, etc., il en découle que le gouvernement sera confronté à un climat social extrêmement tendu l'automne et l'hiver prochains, alors que se renouvelleront les conventions collectives.

## L'opposition démocratique : élargir le "Pacte"

Il est significatif que la formation de la Coordication Démocratique (CD) - "dépassant" la division antérieure entre la Junte et la Convergence - se situe immédiatement après les événements de Vitoria. La bourgeoisie "démocratique" cherchait ainsi à se doter d'un organisme qui puisse remplir concrètement la fonction de négocier avec le gouvernement le pacte de la "transition pacifique", de l'abandon définitif de la dictature. Ainsi, l'objectif premier qui présida à la naissance de la CD fut simplement de réaliser ce pacte. De son programme étaient exclues des initiatives de mobilisations de masse, même des mobilisations réduites et contrôlées. Pourtant, l'énorme pression des luttes sociales ne permit pas à la CD de maintenir simplement cette position. Si elle ne donnait pas une réponse aux exigences des travailleurs, et plus particulièrement, si elle restait totalement inactive devant le problème des prisonniers politiques, la CD risquait de perdre toute crédibilité aux yeux des masses laborieuses. Elle prit donc l'initiative de promouvoir une "semaine pour l'amnistie" au début de l'été. Mais si elle espérait pouvoir contrôler les manifesta-

tions, elle se trompa. Dans chaque province, dans chaque ville, partout dans l'Etat espagnol, des dizaines de milliers de personnes descendirent dans la rue, se confrontant dans la plupart des cas aux forces de répression. Elles lancèrent aussi bien le mot d'ordre d'amnistie que celui de dissolution des corps répressifs et d'inculpation des responsables des crimes de la dictature.

Ce débordement ouvert de la "semaine pour l'amnistie" et les effets dans le mouvement de masse des manœuvres du nouveau gouvernement ont remodelé l'activité de l'opposition democratique. Ceci l'a poussée un pas plus à droite dans son orientation. Elle s'adapte à la "transformation par étapes" du gouvernement Suarez. L'opposition commence donc à théoriser une politique de conquêtes partielles; conquêtes qui, par ailleurs, ne sont rien de plus que des promesses, dans la plupart des cas. La "rupture démocratique" et le "gouvernement provisoire", fondements jusqu'alors de son orientation, ont cédé le pas à la mise en avant du thème : "gouvernement de large représentation" ou "gouvernement de large consensus démocratique" qui doit servir à "préparer" les Elections Générales.

L'opposition démocratique recherche un nouveau cadre pour le Pacte, dont le PCE ferait partie, mais disposant d'un poids inférieur à celui acquis dans la CD. Ce cadre serait réduit au seul Pacte, sans aucune prétention en ce qui concerne les mobilisations. Les récents documents "des 32" et "des 44", la "Cena de Aravaca" (réunion de dirigeants avec participation du PCE), etc. constituent des initiatives allant dans cette direction : élargir le cadre du pacte vers la droite bourgeoise plus que ne le fait la CD, et réduire le programme déjà exigu de cet organisme.

De cette façon, le rôle de la CD doit continuer, pour remplir essentiellement une fonction : exister ! Il est symptômatique que depuis le succès de la semaine sur l'amnistie, on a commencé à parler de la crise de la CD (Tamames, représentant du PCE à la CD). En réalité, même les mobilisations contrôlées, limitées, etc. sont peu compatibles avec les projets de négociation, d'autant plus lorsque les deux choses proviennent du même organisme ! Chaque fois plus clairement, la CD est un symbole, mais qui permet à l'opposition bourgeoise de rencontrer les deux principaux partis ouvriers et dans lequel la Démocratie-Chrétienne comme le PSOE ne mettent en oeuvre qu'une petite partie de leur politique. Son maintien correspond uniquement à la nécessité de conserver les illusions du mouvement de masse dans un organisme de pacte et d'essayer de limiter l'activité des masses dans les limites fixées par le pacte interclassiste. Le PCE et les trois organisations maoïstes (PT, MCE, ORT) qui font partie de la CD ont une fonction précise de courroie de liaison de cette politique "pactiste" vers le mouvement de masse.

En définitive, l'opposition démocratique tente d'établir un cadre politique qui permette un contrôle strict du passage de la dictature à la démocratie : les tentatives d'élaborer une nouvelle constitution, la recherche d'un seul organisme pour la négociation à l'échelle de l'Etat, les tentatives de concrétiser les plans gouvernementaux, la mise en place de "cabinets fantômes" (laissant assez d'espace aux secteurs du régime disposés à adhérer au pacte)... Tout est fait pour convaincre le grand capital et l'armée de la possibilité de "faire un pas", sans que cela suppose l'éclatement de la crise sociale. L'attitude du PCE lui-même face à la question des bases US dans l'Etat espagnol (Santiago Carrillo déclara que son parti n'exigera pas leur démantèlement par le "nouvel Etat démocratique") a pour but de gagner la confiance du grand capital.

## Notre alternative

La question centrale qui se pose au mouvement de masse est la suivante : que faire, avec plus de précision, pour en finir avec la dictature ? La classe ouvrière, et avec elle tous les secteurs opprimés, se sont lancés à de nombreuses reprises dans la lutte; ils ont été les acteurs de multiples grèves générales (Euskadi), ils ont occupé la rue, ils ont utilisé toutes les formes de lutte, légales et illégales, qu'ils avaient à portée de la main. Pourtant, la dictature n'a pas été abattue. Les partis ouvriers majoritaires se refusent à donner une réponse politique, reposant sur l'action des masses, à cette question. Leur politique "pactiste" exige la subordination du mouvement aux programmes et projets de la bourgeoisie.

En ce qui nous concerne, quatre éléments définissent l'alternative politique à la situation actuelle : la bataille pour les élections immédiates au suffrage universel d'une Assemblée Constituante; la bataille pour la formation d'Assemblées Nationales qui permettent l'auto-détermination immédiate des nationalités opprimées; la mobilisation pour renverser définitivement le franquisme et, reliant tout cela, en combinaison avec l'ensemble des revendications sociales des masses, la bataille pour l'organisation de la grève générale.

## ELECTION IMMEDIATE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE !

Le refus du gouvernement de légaliser l'ensemble des organisations de masse et tous les partis ouvriers, l'activité conciliatrice de l'opposition démocratique recherchant une "période" constituante sous le contrôle d'un Etat fort imposant des limites importantes au plein exercice des libertés démocratiques, tout cela suppose le refus de faire face à des élections démocratiques immédiates dans lesquelles (même avec toutes les limites et déformations des rapports de forces entre les classes propres à toutes les élections), le poids imposant du mouvement de masse s'exprimerait par la conquête de positions déterminantes par les organisations ouvrières.

Pourtant, le mouvement de masse possède aujourd'hui la force suffisante pour abattre tous les plans de la dictature. La convocation immédiate de la Constituante signifie la légalisation de toutes les organisations politiques et syndicales, le plein exercice des libertés démocratiques, en définitive, la fin de la dictature. Pour cela même, elle constitue aujourd'hui le mot d'ordre politique central pour impulser l'activité des masses contre le régime franquiste et pour s'opposer à toute manœuvre qui, "au nom de la démocratie ou du consensus démocratique", ajourne le droit des masses à se doter de la Constitution et du gouvernement qu'elles éliront elles-mêmes.

Combiné à cette bataille, le mot d'ordre "Pour la République !" doit être utilisé par le mouvement de masse contre les tentatives - acceptées par toute l'opposition démocratique et les partis ouvriers hégémoniques - de maintenir la monarchie comme garantie de stabilité du régime bourgeois.

## AUTO-DETERMINATION ! ASSEMBLEES NATIONALES !

La question nationale s'est transformée en un des thèmes les plus aigus de la lutte de classe dans l'Etat espagnol. La crise sociale globale, qui est la caractéristique essentielle de la situation actuelle, a provoqué une vague croissante de radicalisation contre un des piliers de la dictature franquiste : l'ultra-centralisme, la répression féroce contre n'importe quelle forme d'expression des nationalités.

Le gouvernement actuel s'est vu dans l'obligation de geler le projet de "régionalisation" élaboré par Fraga, conscient qu'il ne servirait qu'à aiguiser la lutte des nationalités opprimées. En maintenant le principe de l'unité nationale "avant tout", et se refusant à toute "négociation" sur ce terrain, il cherche à trouver des solutions de compromis avec la bourgeoisie "démocratique" des nationalités, de façon à ce qu'elle s'engage à défendre des projets acceptables par le gouvernement, mais qui tentent d'intégrer l'actuelle sensibilité des masses. Cela fut l'objectif premier des contacts entre le gouvernement et l'opposition démocratique catalane.

Pour leur part, les partis ouvriers réformistes multiplient les initiatives pour trouver des formules de pacte satisfaisantes pour la bourgeoisie des nationalités et qui évitent ainsi la prise en charge révolutionnaire par le prolétariat de la lutte contre l'oppression nationale. Le cadre général de cette politique s'organise autour du mot d'ordre de "Statuts d'Autonomie" concédés durant la Deuxième République. Ces statuts impliquent la dépendance face aux décisions des Cortès centraux et le refus absolu de la libre auto-détermination des nationalités opprimées. La formation du "Conseil des Forces Politiques" en Catalogne (dans lequel participent uniquement les partis bourgeois et le PCE), l'appui du gouvernement basque en Euskadi (dont la force fondamentale est le Partido Nacionalista Vasco) sont les voies concrètes par lesquelles le PCE prétend intégrer la radicalisation des nationalités opprimées à ses projets interclassistes.

Face à tout cela, les marxistes-révolutionnaires affirment le droit souverain des peuples catalan, basque et galicien à décider eux-mêmes des relations qu'ils désirent maintenir avec le reste de l'Etat espagnol et à respecter totalement cette décision, même si elle conduit à la sécession et à la formation d'Etats indépendants. Nous ne pensons pas, étant donné la situation historique actuelle, que la sécession constitue l'alternative la plus conforme aux intérêts du prolétariat et du peuple de ces nationalités. Nous croyons que, dans les circonstances actuelles, le cadre le plus adéquat consiste en une République Fédérale de toutes les nationalités et régions qui sont actuellement soumises à l'Etat espagnol. Pourtant, nous affirmons le droit à la sécession de toutes ces nationalités, nous défendons comme un principe inaliénable l'exercice immédiat du droit à l'auto-détermination pour chacune d'elles. Pour cela, nous rejetons toute mesure qui laisse de côté ce droit. Ni l'Assemblée Constituante, ni les "Gouvernements Provisoires" imposés aux masses basques, galiciennes et catalanes ne constituent une réelle solution politique à l'oppression nationale, ni n'ont aucun droit d'intervenir ou de contrôler l'auto-détermination nationale. Le mot d'ordre d' élection au suffrage universel d'une

Assemblée Nationale souveraine dans chacune des nationalités, qui garantisse l'auto-détermination nationale, a pour objectif de répondre à ce problème.

### EN FINIR AVEC LA DICTATURE !

Un seul virus peut à nouveau infecter tout le pays ! Nous le réaffirmons sans cesse dans notre agitation. La bourgeoisie tente de s'appuyer sur une partie importante des structures propres à la dictature pour reconstruire le nouvel Etat "démocratique". La dictature a constitué la forme spécifique qu'a prise l'Etat bourgeois durant 40 ans. Son démantèlement total constitue un réel danger pour le pouvoir de classe du capitalisme. Le mouvement de masse ne peut pas accepter que les libertés démocratiques qu'il a conquises soient défendues et garanties par les mêmes fusils qui ont assassiné cinq révolutionnaires il y a moins d'un an, ni par les corps répressifs qui ont attaqué chaque manifestation, chaque mobilisation ! La dissolution des corps répressifs, la liquidation de toute la législation franquiste, l'inculpation des responsables des crimes de la dictature constituent des objectifs que le mouvement de masse ne peut abandonner.

En outre, les corps répressifs offrent la base sur laquelle s'organisent et se réalisent les attentats fascistes. Depuis Montejurra (contre les carlistes) jusqu'à la séquestration et à l'assassinat possible du militant de l'ETA(V) "Pertur", en passant par l'assassinat de Normy Menchaca à Santurce, par les attentats dans le quartier "del Antiguo" à San Sebastian et la destruction du "Club des jeunes" du quartier d'Usera à Madrid... voilà toutes des actions entreprises avant tout par des secteurs appartenant aux forces répressives, à la BPS (police politique) et à la Guardia Civil, secteurs qui se sont constitués en commandos fascistes. La lutte contre ces derniers doit se préparer dès maintenant. Le Comité d'Enquête pour le crime de Santurce, pour la séquestration de Pertur, les Comités de Vigilance anti-fascistes qui commencent à se former, constituent les instruments de lutte et d'organisation pour développer aujourd' hui cette bataille et pour assurer, demain, le combat pour la destruction définitive de la dictature assassine.

### ORGANISER LA GREVE GENERALE

La perspective de la grève générale et son utilisation comme mot d'ordre central dans la période actuelle répond à quatre objectifs :

1) Unifier les mots d'ordre politiques centraux aux revendications économiques et sociales des masses, en centralisant dans un même combat la lutte pour l'écrasement de la dictature et la mobilisation anticapitaliste.
2) Développer la centralisation des organismes dont se dotent les masses pour la lutte, depuis les CCOO et les partis ouvriers jusqu'aux comités de grève des entreprises.
3) A travers ces activités, rendre le mouvement de masse conscient de son rôle moteur dans le renversement de la dictature, tout en combattant les tentatives de la bourgeoisie démocratique et des partis réformistes de faire apparaître la conquête de la démocratie comme résultat de leur politique "pactiste".
4) Couper l'herbe sous les pieds à la politique de "conquêtes partielles" adoptée par l'opposition démocratique et situer au centre de l'activité des masses la nécessité de renverser la dictature.

## Un automne décisif

Dans la situation politique de l'Etat espagnol, les batailles des prochains mois auront une importance décisive. A travers elles, le mouvement de masse aura l'occasion d'en finir définitivement avec la dictature.

### LES LUTTES REVENDICATIVES

Les décisions adoptées par le gouvernement signifient que le mouvement de masse sera confronté à une extrême dureté patronale, à la menace du chômage et à la répression, à quoi s'ajoutera la tentative de la bourgeoisie d'accentuer la division syndicale.

Face à cela, la classe ouvrière peut triompher seulement en renforçant les armes qu'elle s'est données durant les premiers mois de cette année : les mobilisations d'ensemble, les plateformes revendicatrices unitaires, les assemblées et les délégués pour la négociation et la grève.

L'effondrement de la CNS (syndicat fasciste) est si avancé que le patronat lui-même ne la considère plus comme un instrument utile pour la négociation des Convetions Collectives. Tenter d'organiser la lutte revendicative uniquement dans des structures de délégués syndicaux (de la CNS) combatifs serait une grave erreur...

Pour impulser l'auto-organisation et la lutte unitaire, il doit exister une coordination et une activité unitaire réelle entre les CCOO, l'UGT, l'USO et les autres organisations syndicales. La tâche de cette coordination doit viser à impulser au maximum la coordination des organismes représentatifs des assemblées de base, de manière à ce que la classe ouvrière puisse faire front à toutes les manoeuvres de la bourgeoisie et puisse se doter des instruments unitaires pour diriger sa lutte revendicative.

### L'UNITE SYNDICALE

Pendant que la direction de l'UGT maintient ses positions divisionnistes sur le terrain syndical, le courant majoritaire des CCOO (le PCE), tout en conservant une forme orga-

nisée et stable au niveau des entreprises et des branches, continue à réduire son activité, la rendant équivalente à celle réalisée par les appareils de direction qui contrôlent ces mêmes CCOO. Cela met effectivement en danger l'unité syndicale, nécessité ressentie si profondément par l'immense majorité des travailleurs de notre pays. Tous les projets tendant à réaliser l'unité syndicale se trouvent confinés aux limites fixées par les accords passés entre les bureaucraties des CCOO et de l'UGT. Sur ce terrain également, les organisations ouvrières réformistes tentent de retirer aux masses leur rôle moteur, d'éviter leur rôle actif dans la construction du syndicat.

Face à toutes ces manœuvres , la bataille pour un Syndicat Unique issu d'un Congrès Syndical Constituant, fondé sur les assemblées de fabrique et de chantier , doit continuer à être l'axe central de l'alternative syndicale des marxistes-révolutionnaires. Pourtant, la concrétisation pratique de ce Congrès Syndical n'est pas possible avant la conquête de la légalité par l'ensemble du mouvement ouvrier. La nécessité de donner une réponse tactique concrète à la situation actuelle s'affirme donc.

Cette tactique doit, tout d'abord, aboutir à faire adopter par les CCOO une forme syndicale organisée stable , depuis les entreprises jusqu'aux organes de direction, qui permette l'activité effective des milliers de travailleurs qui s'y reconnaissent. Ceci doit éviter la substitution de cette activité par celle de la bureaucratie dirigeante. Ainsi, le combat pour une organisation démocratique du Congrès Général des CCOO - dont la tenue a été décidée à l'Assemblée Générale des CCOO au printemps passé - doit être l'occasion pour ces dernières d'adopter une structure organisationnelle syndicale stable et centralisée, élue démocratiquement, depuis la base jusqu'à la direction. Dans le même temps, la lutte pour la conquête de la légalité des CCOO doit se situer au centre de l'activité révolutionnaire : depuis l'organisation de la vente libre des bulletins des CCOO à tous les niveaux, jusqu'à l'ouverture de locaux syndicaux des CCOO, etc.

Préparer dès à présent les conditions pour le Syndicat Unique futur et se doter des instruments adéquats au niveau de l'entreprise pour les négociations conduit à stimuler la formation du syndicat unique d'entreprise, qui groupe tous les courants syndicaux qui s'y trouvent.

## LA LUTTE POUR L'AMNISTIE

Les projets gouvernementaux tendant à dévier l'attention des masses du thème de l'amnistie n'ont pas eu de succès. Particulièrement en Euskadi, la volonté des masses de continuer le combat est totale, tant que restera un seul prisonnier ou un seul exilé. Pourtant, il est nécessaire de renforcer la lutte au moment où, sur ce terrain plus que sur aucun autre, le rapport de force du mouvement de masse peut permettre une victoire totale.

En outre, l'élargissement de la bataille pour l'amnistie au terrain de l'emploi, qui suscita la manifestation de 250.000 personnes de Bilbao, permet et exige que ce mot d'ordre se situe au centre même des négociations revendicatives de la classe ouvrière. Dans de nombreux bastions ouvriers, l'amnistie de tous les licenciés pour motifs politiques ou syndicaux depuis 1936 est un fait accompli. Il faut élargir ces victoires et gagner la même bataille dans tous les secteurs où la bourgeoisie et le patronat ont expulsé de leurs postes de travail les ouvriers les plus combatifs.

## CONTRE LE REFERENDUM-FARCE !

Déplacé plusieurs fois, le Référendum, sans aucun contenu, annoncé par le gouvernement, aura lieu à la fin de l'année. Face à cela, la position doit être unanime : Non au Référendum ! Aucun doute, aucune hésitation sur ce terrain, alors que l'amnistie n'a pas été accordée et que les partis et organisations de la classe ouvrière sont toujours illégaux. Pourtant, le référendum peut être l'occasion pour riposter au travers d'une mobilisation de masse unitaire sur des objectifs politiques centraux : pour des élections à la Constituante, pour la République, pour l'élections d'Assemblées Nationales souveraines dans chaque nationalité. Autour de ces mots d'ordre, il est nécessaire d'unifier la contre-attaque ouvrière, de structurer l'unité d'action de tous les partis ouvriers et organisations syndicales. Voilà le "vote ouvrier" qu'il faut mettre en avant face à la farce du Référendum de la monarchie franquiste.

5 août 1976

NOTE

(1) CUD : Candidatures unitaires de militants des Commissions Ouvrières, contrôlées par le PCE, lors des élections syndicales à la CNS.

ERRATA

L'article "Portugal, les élections et après" (dans Inprecor No. 56) contient une erreur de frappe qui fausse le sens d'un passage. Le dernier paragraphe, colonne 2, p. 5, doit être lu ainsi : "Dans le contexte portugais actuel, la question décisive pour les marxistes-révolutionnaires consiste à saisir la dialectique de ces tendances au sein du mouvement ouvrier et à mettre à profit le potentiel de cette avant-garde ouvrière pour renforcer l'affirmation de l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière dans son ensemble et, en même temps, élargir la rupture avec le réformisme déjà initiée dans la pratique par certaines fractions des masses laborieuses".

# MENACE RACISTE EN GRANDE-BRETAGNE

ANDREW JENKINS

Au début de l'année, les milieux officiels se sont félicités de l'évolution satisfaisante des relations raciales en Grande-Bretagne. Alex Lyon, le ministre responsable de l'immigration et des relations raciales et un représentant de l'ambassade pakistanaise déclarèrent que : "le pays est en passe de devenir une société multiraciale accomplie, si on exclut quelques problèmes d'ordre secondaire qu'il reste à résoudre" (comme celui de l'entrée des Asiatiques originaires d'Afrique orientale et possesseurs de passeports britanniques, ou de parents immigrés arrivés avant 1973). Cet état d'esprit était si répandu que même un analyste radical des questions raciales, comme Siva Nundan, écrivit que le capitalisme britannique était en train de renoncer à l'usage du racisme et avait opté pour l'intégration de la classe moyenne noire. Cette appréciation fut apparemment confirmée, après que le démagogue raciste Enoch Powell ait prononcé un important discours accusant les milieux officiels de publier des statistiques réduisant de manière frauduleuse l'importance de l'immigration noire : il n'obtint aucun écho significatif dans l'opinion publique. Cependant, six mois plus tard, Alex Lyon est démis de ses fonctions, deux candidats fascistes sont élus dans les conseils municipaux, la presse conservatrice porte aux nues un national-socialiste qui avait annoncé son refus de vendre sa maison à des Noirs, trois étudiants noirs sont assassinés, et plus d'un millier d'agressions contre des immigrés sont enregistrées.

## Politique de l'immigration

Cette croissance des activités racistes n'était pas surprenante. Le capitalisme britannique devait de façon pressante modifier ses lois sur l'immigration ainsi que la structure de la population immigrée. Depuis les années 50, le capitalisme britannique a employé des travailleurs noirs du Commonwealth. Ces immigrants se sont installés dans le pays et ont obtenu légalement tous les droits civiques. Ceci place les immigrants en Grande-Bretagne dans une position beaucoup plus forte que dans nombre d'autres pays d'Europe occidentale où, en général, les immigrés ne bénéficient que de contrats de travail pour une période limitée. A partir de 1962, la classe dominante commença à limiter le droit d'entrée dans le pays pour les citoyens noirs du Commonwealth. Ces mesures furent aggravées avec la fin de la période de boom économique et l'abandon de la politique impériale du capitalisme britannique au profit d'un choix européen. L'un des problèmes les plus difficiles, né de la période antérieure, était l'existence de plusieurs centaines de milliers de Noirs détenant des passeports affirmant qu'ils étaient citoyens du Royaume-Uni et des Colonies. Ceci leur donnait donc le droit d'entrer en Grande-Bretagne. La première tentative de modification de ce droit date de 1968. A l'initiative de James Callaghan, alors ministre de l'Intérieur travailliste, un décret fut adopté, limitant le droit d'entrée automatique dans le pays aux seuls détenteurs de passeports britanniques, nés dans le pays ou de père et de grand-père natifs de Grande-Bretagne. La pleine citoyenneté britannique dépend dorénavant de la couleur de la peau. Le décret sur l'immigration, adopté en 1971 sous les conservateurs, interdit le droit de s'établir aux immigrants entrés dans le pays avec un contrat de travail à durée limitée. Ils devaient être soumis à un contrôle policier et étaient menacés de sévères mesures d'expulsion. En fait, ces lois s'attaquèrent plus aux travailleurs de couleur déjà entrés dans le pays qu'à l'immigration elle-même. Pour conclure ce processus, il reste à adopter un décret sur la Citoyenneté britannique, qui ferait une claire distinction entre la détention d'un passeport britannique et la citoyenneté du Royaume-Uni. Le ministre de l'Intérieur, Roy Jenkins, a récemment indiqué qu'un tel décret était en préparation. Il limitera le droit d'entrée dans le pays aux seuls citoyens du Royaume-Uni. Une dernière mesure visant à mettre fin à l'ancien statut de l'immigration sera de restreindre le droit des actuels immigrés de faire venir leurs parents, essentiellement du sous-continent indien. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre le développement du racisme au sein de la classe ouvrière blanche.

## L'huile sur le feu

Une des raisons qui expliquent la sensibilité de la classe ouvrière à l'offensive raciste est le caractère extrêmement chauvin de la tradition idéologique de la gauche travailliste. La gauche travailliste avait lancé une campagne systématique pour le contrôle des entrées de main-d'œuvre afin de "protéger le travail britannique". Cette campagne aura facilité l'intervention des fascistes dans les syndicats, expliquant la nécessité de prendre une autre mesure logique en défense des travailleurs britanniques : l'expulsion des immigrés ! Malheureusement, une section de la bureaucratie syndicale s'est engagée sur cette voie. La direction du syndicat des employés de l'hôtellerie a demandé au gouvernement travailliste de réduire le nombre des permis de travail pour les immigrés, demande rapidement satisfaite. En février 1976, on apprenait que le Département de l'Emploi, alors dirigé par le porte-parole de la gauche, Michael Foot, avait publié un mémorandum selon lequel les permis de travail ne seraient pas renouvelés pour les travailleurs étrangers si des nationaux étaient prêts à pren-

dre cet emploi. Il était aussi clair que ces renvois ne seraient sujets à aucun appel pour licenciement abusif. L'exemple peut-être le plus grave de ces mesures se produisit début juin, au sommet de la vague d'hystérie raciste, quand la direction du syndicat des employés de l'hôtellerie vint au ministère de l'Intérieur réclamer le renforcement des mesures d'expulsion contre des immigrants "illégaux". Elle demanda que "le décret sur l'immigration soit amendé, afin de forcer tout employeur potentiel à vérifier si un travailleur étranger à la recherche d'un emploi avait bien, ou devait avoir, un permis de travail".

Le dernier élément qui permet de comprendre la montée du racisme renvoie à l'ensemble des rapports de forces entre classes en Grande-Bretagne. Grâce à la première étape du "contrat social", le gouvernement travailliste a enregistré de très importants succès dans la hausse du taux de profit et l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière. Les dépenses sociales ont été limitées, ce qui a provoqué la détérioration des conditions d'éducation, de logement et de santé, au moment même où le chômage augmentait. Dans une situation où la classe ouvrière a subi des défaites, même si elles n'étaient pas décisives, infligées par le gouvernement travailliste avec l'appui de quasi toute la bureaucratie syndicale (dont la gauche traditionnelle de Jack Jones et Hugues Scanlon), il n'est pas surprenant que le racisme se soit développé au sein de la classe ouvrière. En l'absence d'une contre-offensive face aux mesures capitalistes, les travailleurs blancs sont devenus sensibles à l'agitation raciste qui rend responsables les Noirs des queues devant les bureaux de chômage et de l'effondrement du Welfare State (Le Welfare State renvoie à l'ensemble des mesures concernant la sécurité de l'emploi, le bien-être social, les services de santé et d'éducation gratuits, la sécurité sociale, etc.). Le parti et la presse conservateurs ont favorisé le développement des sentiments racistes dans la classe ouvrière, afin de la diviser et de l'affaiblir face aux prochaines attaques contre son niveau de vie, et afin de préparer une victoire électorale du parti Tory, dans l'éventualité où le gouvernement travailliste aurait fini de remplir son rôle. Une récente étude de Donley Studler montre que les Tories (conservateurs) ont augmenté de 6,7 % leurs résultats électoraux de 1970 grâce à leurs positions plus dures contre l'immigration. Un rapport d'octobre 1975, de la Commission sur les Relations Communautaires, montre que les travaillistes n'ont obtenu la majorité en février et en octobre 1974 que grâce à l'apport des votes des Noirs.

La classe dominante en tant que telle (c'est-à-dire distincte des intérêts spécifiques du parti conservateur) ne désire pas un développement illimité du racisme dans la société britannique. Si les capitalistes sont heureux de voir la classe ouvrière se diviser, ils ne souhaitent pas voir naître aujourd'hui un mouvement raciste organisé. La formation d'un noyau fasciste - relativement important pour la Grande-Bretagne - rend ce problème plus aigu. Si un mouvement raciste échappait à leur contrôle, il y aurait une réaction explosive des travailleurs noirs. La politique de la bourgeoisie fut d'opérer dans un cadre combinant intégration et répression sélective. Le décret raciste sur l'immigration de 1968 était compensé par le décret sur les relations raciales, adopté la même année, qui rendait illégale, dans une certaine mesure, la discrimination raciale. Le projet actuel d'un nouveau décret sur la nationalité britannique est combiné avec la présentation au Parlement d'un projet de loi plus sévère sur les relations raciales. Dans la dernière période cependant, l'accent a été mis sur la répression sélective. La police a été régulièrement envoyée à la recherche des immigrants "illégaux" et a harcelé les jeunes chômeurs antillais; de temps en temps, ces interventions policières ont presque provoqué des batailles rangées.

Le premier symptôme des tensions à l'œuvre sous la surface apparemment calme des relations raciales en Grande-Bretagne se manifesta quand Callaghan succéda à Wilson comme dirigeant du parti travailliste, et lorsque Alex Lyon fut congédié. Lyon n'était pas un tenant de l'aile gauche traditionnelle, mais il appartenait plutôt à la vieille tradition "gaitskelliste", préconisant une politique libérale à propos de l'immigration et sentimentale en ce qui concerne l'Empire. Il était très clair que Lyon désirait arrêter le flot d'immigrés, mais il était soucieux de tenir aussi rapidement et humainement que possible les engagements pris à l'égard des 40.000 Asiatiques d'Afrique orientale et de quelque 100.000 femmes et enfants d'immigrés originaires du sous-continent indien et installés en Grande-Bretagne avant 1973. De 1968 à 1970, la moyenne annuelle de nouveaux immigrants noirs fut de 63.000 personnes. Les conservateurs, de 1970 à 1972, ont

fait chuter cette moyenne à 45.000 personnes. En 1973, après la mise en application du décret de 1971, ce chiffre se fixa à 34.000 personnes. En accélérant les procédures et en accroissant les quotas, Lyon fit remonter le nombre des entrées à 50.000. Un sondage réalisé par le parti travailliste parmi les militants syndicaux de la base montra que l'immigration était considérée par eux comme la question la plus importante après l'inflation et le chômage. Le renvoi de Lyon fut interprété par les dirigeants des communautés immigrées comme une concession aux racistes, en concordance avec la réputation de Callaghan comme tenant de la ligne dure en matière d'immigration. Lyon lui-même déclara : "J'ai payé le prix de ma volonté d'obtenir justice pour les Noirs dans ce pays. Jim n'a jamais donné beaucoup de son temps à ceux qui ont épousé cette cause". Il déclara aussi que les fonctionnaires, sous la pression des forces racistes, avaient fait avorter ces réformes. De plus, il affirma que de l'argent devait être consacré au combat contre la pauvreté des Noirs citadins, de façon à éviter l'apparition d'une situation "à l'américaine".

## L'offensive commence

Début mai, les mass media annoncèrent que deux familles asiatiques, expulsées du Malawi et sans logement, avaient été mises dans un hôtel de luxe par un Conseil municipal du Sussex, au coût de 600 livres par semaine. Une orgie de gros titres racistes dénonça l'approche d'une nouvelle "invasion" massive d'Asiatiques du Malawi. Les mass media dénoncèrent les immigrés comme étant des parasites cherchant à entrer en Grande-Bretagne pour vivre de la sécurité sociale sur le dos du contribuable. Il y eut une explosion de sentiments racistes. Le High Sheriff (préfet) conservateur du Sussex réclama l'établissement d'un camp de transit dans le Comté pour les immigrants asiatiques sans logement : "Rendons-le aussi inconfortable que possible".

Powell entra en lice, il était dorénavant à même de gagner une audience. Il annonça la circulation d'un rapport secret du ministère des Affaires Etrangères, arrivé en sa possession par des voies mystérieuses, qui révélait l'existence d'un important trafic d'immigrants "illégaux", et que le nombre de parents d'immigrés du sous-continent indien attendant leur entrée était illimité. Il rendit les Noirs responsables des crimes, des conflits sociaux et des attaques quotidiennes contre la police. Il déclara être inquiet du nombre d'armes à feu et d'explosifs "répandus" parmi les immigrés ! Si les "choses" devaient continuer, "le Belfast d'aujourd'hui pourrait sembler être un endroit enviable". La réponse de Powell à cette perspective apocalyptique était l'arrêt de toute nouvelle immigration. Toutes les sections du parti conservateur, de "gauche" comme de droite, firent front commun pour demander un contrôle plus strict des immigrants avant qu'un permis de séjour ne leur soit accordé, et que des restrictions soient décidées à l'entrée de leurs familles. Les parlementaires travaillistes ne furent pas en reste. Bob Mellish, collaborateur travailliste de Wilson, exigea l'interdiction totale de l'immigration : "Ce pays a fait tout ce qu'il devait. Il a agi avec beaucoup d'honneur et d'intégrité, mais je dis que 'trop c'est trop'." La réponse de Callaghan à l'offensive de Powell fut de garantir le renforcement de l'immigration.

Mais l'important se déroulait dans la rue. A Londres, le 22 mai 1976, deux étudiants noirs étaient poignardés à mort. Le 3 juin, l'ambassade du Pakistan publia un communiqué déclarant que les attaques contre les immigrants et leurs propriétés étaient devenues "non-exceptionnelles". Le vendredi 4 juin, tard dans la soirée, Gurdip Singh Chaggar était poignardé à mort dans South Hall, un quartier de Londres où résident beaucoup d'Asiatiques. Des milliers d'Asiatiques manifestèrent alors contre le meurtre. Des organisations comme le "Mouvement des Jeunes Asiatiques de South Hall" (South Hall Asian Youth Movement) et la "Conférence Socialiste Asiatique" (Asian Socialist Forum), commencèrent à donner une direction aux Asiatiques du quartier. Ils appelèrent à l'autodéfense du quartier et dénoncèrent la passivité des dirigeants noirs "respectables". Des groupes d'autodéfense se multiplièrent dans plusieurs quartiers, dont ceux de Blackburn et d'East End à Londres.

Le dimanche 7 juin, une importante manifestation d'Asiatiques se déroula devant le poste de police de South Hall et imposa la libération de jeunes Asiatiques arrêtés au début de la journée. Praful Patel, un dirigeant conservateur indien, déclara : "Les dirigeants traditionnels asiatiques sont rejetés par les jeunes militants... Si nous n'apparaissons pas plus actifs, la mince influence qui nous reste sera perdue". Un Comité d'Action Asiatique (Asian Action Committee) fut mis sur pied par les notables de la communauté et demanda à Callaghan de dénoncer les meurtres. Il réclama une entrevue avec lui. Quatre jours après, le président du comité, Shigbat Kadri déclarait : "Nous n'avons même pas reçu une réponse, ce qui fut pour nous un grand choc et nous horrifia". Finalement, Callaghan rencontra ces dirigeants. Il affirma qu'il poursuivrait, comme avant, son opposition au racisme, mais insista sur la dénonciation des groupes de vigilance noirs.

Les officiels indiens, pakistanais et bengalis reçurent un flot de rapports à propos d'agressions racistes. A Barking, 8 Asiatiques furent entourés par 150 Blancs. La police intervint et arrêta 9 personnes, dont 7 Asiatiques. La nouveauté dans la situation était la volonté des travailleurs noirs de descendre dans la rue. Cette volonté se manifesta pendant des mois, durant lesquels des milliers de Noirs participè-

rent à des manifestations anti-fascistes. A Bradford, le 23 avril, des milliers de jeunes Noirs s'opposèrent à une manifestation du Front National et à la police qui la protégeait, alors qu'elle traversait un quartier noir de la ville. Des briques furent jetées et des voitures de police renversées. Après le meurtre de South Hall, la "Conférence Permanente des Antilles" (West Indian Standing Conference) décida que des groupes de défense communautaires devaient être mis sur pied pour "s'opposer aux attentats à la vie des Noirs". A Blackburn, où l'on comptait jusqu'à trois ou quatre agressions racistes par jour, l' "Association des Travailleurs Indiens" (Indian Workers Association) étudia le périmètre de défense qu'elle aurait peut-être à établir autour du quartier d'immigrés. La capacité des Noirs à organiser l'autodéfense refroidit considérablement l'ardeur des racistes "respectables" de la classe dirigeante. Ils se rendaient compte du prix qu'ils pourraient avoir à payer pour attiser les tensions racistes : la perte de contrôle du centre de nombreuses villes.

Les fascistes ont gagné beaucoup à la montée raciste. Au début de l'année, ils étaient plongés dans un relatif désarroi. Une scission s'était produite dans le Front National, la plus importante des organisations fascistes. La minorité fonda le Parti National qui caractérisa le Front comme organisation anti-démocratique, contrôlée par des hitlériens. Le Front National, pour sa part, dénonça le Parti National comme une alliance entre agents du parti Tory et des néo-marxistes. Les deux organisations sont en fait fascistes, bien qu'elles le nient, parce que le fascisme a des connotations anti-patriotiques en Grande-Bretagne. Les deux groupes se sont présentés aux élections municipales de mai, obtenant près de 90.000 voix, de concert avec d'autres petites organisations.

A Blackburn, une ville dont l'industrie textile est déclinante et où réside une large communauté d'immigrés, le Parti National a gagné deux sièges dans ce qui était jusqu'à présent une chasse gardée des travaillistes. La moyenne des votes rassemblés par les candidats fascistes à Blackburn avoisine 37 %. Un porte-parole du groupe travailliste commenta l'événement en déclarant "qu'ils étaient inquiets des victoires fascistes, mais moins que si ça avait été une victoire communiste ! " Ces victoires font de Blackburn l'une des zones où les agressions racistes sont les plus graves. Le 22 mai, une manifestation anti-fasciste dût être protégée par la police armée de matraques face aux attaques de passants hystériques. A Bradford, une autre ville du textile, le Front National obtint de bons scores dans des circonscriptions ouvrières, notamment celle où le maire se présentait. De façon significative, la circonscription où les jeunes Noirs s'étaient attaqués à la manifestation fasciste, évolua de façon différente de la moyenne nationale. Les travaillistes gagnèrent sur les Tories.

A Leicester, le Front National obtint 18,56 % des voix (les travaillistes 35,3 %). Il fit des scores particulièrement bons dans les circonscriptions dominées par les travaillistes, où il s'opposa à des personnalités de la droite travailliste, tels deux anciens maires qui avaient, lorsqu'ils étaient en place, publié des communiqués dans les journaux est-africains prévenant les Asiatiques de ne pas venir à Leicester. Dans une des circonscriptions, il s'en est fallu de 63 voix pour que le Front National ne gagne le siège. Le dirigeant travailliste de Leicester, le révérend Ken Middleton, souhaita ne voir là qu'une "phase passagère, un moment d'aberration". Il critiqua les membres du parti travailliste qui participaient aux activités anti-fascistes. Pourtant, là où les anti-fascistes avaient été actifs, il y avait un net déclin des résultats électoraux du Front National. Malheureusement, l'appui électoral au Front National n'aura pas simplement été un moment passager. Le 1er juillet, lors d'une élection partielle à Londres, dans une zone de forte implantation travailliste, les Tories obtinrent 12 % des voix, le Front National 18,5 % le Parti National 26 % et les travaillistes 43,5 %. La somme des votes fascistes était donc plus importante que le score travailliste.

## La réponse du mouvement ouvrier

A l'heure actuelle, la bourgeoisie ne peut sérieusement soutenir les fascistes, mais il a été démontré que le racisme pouvait être utilisé pour diviser la classe ouvrière et favoriser les gains électoraux des Tories dans les élections municipales de mai. La réponse du mouvement travailliste à la montée raciste a été inadéquate ou pernicieuse. Le gouvernement travailliste a déclaré étudier l'ouverture d'un registre des parents d'immigrants d'ores et déjà entrés dans le pays. Une telle mesure renforcerait inévitablement les contrôles. Nombre de dirigeants locaux ont demandé l'interdiction de l'immigration. Le Comité d'Organisation du Parti Travailliste, néanmoins, a lancé une campagne anti-raciste. Mais il est difficile de dire ce qui a bien pu être fait. Le seul appel clair fut celui qui demandait aux membres du parti travailliste de ne pas participer aux manifestations contre le Front National et d'autres groupes racistes. En dehors de cela, la gauche travailliste et syndicale a gardé un silence prudent sur le problème d'ensemble !

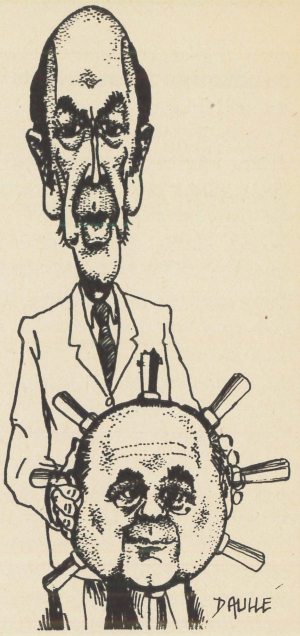
Le PC a été impliqué dans l'organisation de conférences et marches contre le racisme, mais son orientation politique était mauvaise. Il a évité de s'opposer clairement à toute régulation de l'immigration. Son mot d'ordre central était : "Une race, la race humaine", qui vise à enflammer des couches aussi décisives que le clergé progressiste et les libéraux modérés! L'objectif essentiel du PC a été le renforcement du nouveau projet de loi sur les relations raciales, de façon à forcer l'Etat à mettre le racisme hors-la-loi. Et

ceci, malgré que la portée de cette législation ne peut qu'être limitée, comme l'ont démontré les mesures prises à l'encontre des actions de Robert Relf.

Relf, qui se déclare lui-même admirateur d'Hitler, avait été mis en prison début mai, après avoir refusé de retirer un panneau placé sur sa maison et annonçant "à vendre à une famille anglaise", et contrevenant au décret sur les relations raciales. Relf déclara que "le jour où un Anglais est jeté en prison pour avoir voulu mettre l'Angleterre à la première place est un triste jour". La presse conservatrice fit de Relf un héros populaire ! De nombreuses affiches furent placardées et des pétitions furent signées dans beaucoup d'entreprises. Six semaines plus tard, le gouvernement embarrassé s'arrangea pour faire libérer Relf qui fut accueilli par un comité d'accueil fasciste triomphant. Relf a rejoint depuis le Front National, une série de meetings sont organisés pour lui. A peu près au même moment, la police a arrêté un antifascistes à Rotherham qui avait peint le mot d'ordre "Noirs et Blancs, unissons-nous et luttons". Elle l'a inculpé au nom du décret sur les relations raciales.

L'utilisation du racisme par la bourgeoisie britannique n'est pas un incident isolé, bien qu'elle ait les limites mentionnées ci-dessus. Cette arme s'est avérée trop utile pour ne pas être utilisée à nouveau. Même si les racistes remportent la victoire dans leur bataille contre toute nouvelle immigration noire, ils peuvent poursuivre leur action pour obtenir le rapatriement des Noirs. C'est maintenant une priorité majeure pour les révolutionnaires de commencer à construire une campagne antiraciste durable dans la classe ouvrière. Il est nécessaire de gagner des secteurs des travailleurs à l'idée de l'autodéfense des Noirs, comme première étape vers l'autodéfense de l'ensemble du mouvement ouvrier. Tout contrôle de l'immigration doit être combattu. Pour expliquer cela aux travailleurs qui croient que la crise des dépenses sociales et le chômage sont dûs à l'immigration, il est urgent d'avancer un programme d'action ouvrier comme solution à la crise, tout en soutenant chaque action immédiate contre l'offensive des patrons. Les racistes doivent être rejetés du mouvement ouvrier et les fascistes chassés des rues.

Si la leçon des derniers mois est tirée, la gauche britannique peut sortir renforcée de cette période. La force immense des syndicats ouvriers en Grande-Bretagne n'est pas suffisante pour compenser un niveau politique trop bas. La lutte pour un courant de masse de gauche susceptible de briser l'offensive patronale exige un combat consistant contre les faiblesses de la classe ouvrière, telles le sexisme, le chauvinisme anti-irlandais et, par-dessus tout, le racisme.




# LE DIFFEREND GISCARD CHIRAC

## FRANCE — PIERRE FRANK

Le 25 août, la saison des vacances n'étant pas encore terminée, Chirac abandonne publiquement son poste de Premier Ministre, ce qui entraîne automatiquement la démission du gouvernement. Sauf que le technocrate Barre, non affilié politiquement, se trouve à la place de l'UDR Chirac, que trois ou quatre ministres sont remplacés et que quelques autres changent de portefeuilles, il pourrait sembler que rien d'important ne s'est produit. Pourtant, ce changement de ministère a soulevé l'émotion dans le monde politique de la bourgeoisie française. On a appris, par les intéressés eux-mêmes, que Chirac était démissionnaire depuis le 26 juillet et qu'il était resté en fonction à la demande de Giscard. Les causes du changement de ministère révèlent également la profondeur de la crise qui couve en France.

En partant, Chirac a déclaré qu'il le faisait parce qu'il ne disposait pas "des moyens nécessaires pour assumer efficacement ses fonctions", autrement dit, que Giscard lui avait refusé ces "moyens". De son côté, Giscard, après avoir rappelé que, selon la Constitution, il était le numéro 1 du pays et que le Premier Ministre lui était subordonné (ce que Chirac ne conteste d'ailleurs pas), a ajouté que l'ancien ministère ne s'était pas montré une équipe cohérente, que dans la récente session du Parlement, les partis avaient "exercé une influence excessive sur l'action gouvernementale", reprochant ainsi à Chirac d'avoir traîné les pieds quand il fallait obtenir l'alignement du groupe UDR rebelle à un projet de loi cher à Giscard; il a surtout fait savoir qu'il y avait eu un désaccord entre Chirac et lui, le premier désirant procéder à des élections parlementaires anticipées à l'automne 1976, tandis que lui était partisan d'attendre le terme légal de 1978 pour le faire. C'est dans dans ce désaccord et dans les raisons qui l'ont

provoqué que se trouve la véritable explication du changement de gouvernement qui vient d'avoir lieu.

## Les problèmes du régime bonapartiste

Pour comprendre la signification profonde de ce changement, il faut d'abord se rappeler que la Vème République a une Constitution bonapartiste taillée à la mesure de de Gaulle. Il n'est pas vrai, comme l'écrivait P. Viansson-Ponté dans "le Monde" (26 août) qu'avec le départ de Chirac, "c'est la cassure du régime... peut-être la fin de la Vème République ... et l'avénement de la VIème République". Personne n'a encore défini cette VIème République; en tout cas, elle ne sortira pas d'un simple changement de gouvernement, mais d'une gigantesque crise sociale et politique, de grands affrontements politiques (qui pourraient venir à l'ordre du jour plus tôt qu'on ne le pense). En attendant, le régime bonapartiste a continué après de Gaulle. C'était, comme nous l'avons écrit à l'époque, "un bonapartisme sans Bonaparte". Mais quelqu'un devait occuper la place de Bonaparte laissée vide par le départ de de Gaulle. Des sous-Bonaparte ou même des sous-sous-Bonaparte l'occupent ou aspirent à le faire - la politique comme la nature ayant horreur du vide -, mais n'est pas Bonaparte qui veut : il faut des circonstances comme la guerre et la résistance pour éventuellement créer un tel personnage. Même de Gaulle, qui avait réussi pendant des années à jouer ce rôle, obtenant des votes de confiance dans des référendums plébiscitaires, brouillant les lignes de clivage des classes, enlevant jusqu'à un million de voix au Parti Communiste, vit son piédestal ébranlé par Mai 68 et dût partir. Ses successeurs (Pompidou d'abord, Giscard maintenant) ont à faire face à une montée des masses, les référendums leur sont interdits (Pompidou qui en tenta un recueillit 60 % d'abstentions). En 1974, Giscard ne fut élu qu'avec moins de 51 % des voix. Les difficultés économiques sont loin d'avoir élargi depuis lors sa base électorale, au contraire.

Qui plus est, depuis son élection, Giscard n'avait pu faire marcher au même pas les trois formations qui constituaient sa majorité au Parlement. Elles savent que, de toute façon, elles subiront des pertes aux prochaines élections et se querellent entre elles pour avoir les meilleures circonscriptions. Les divergences de cette majorité tant au Parlement qu'au gouvernement ont engendré des tensions grandissantes entre Giscard et Chirac à la suite de la défaite subie aux élections cantonales de mars dernier. Ces élections préludaient aux élections municipales du printemps 1977, elles-mêmes prélude aux élections législatives de 1978. En fait, la campagne électorale est pratiquement ouverte et le problème qui se pose à ces Messieurs est : comment éviter la défaite ?

## Deux projets

Ce problème n'a rien de secondaire. C'est plus qu'un changement de majorité, c'est le problème posé par la perspective d'une élection qui pourrait aboutir à l'entrée de membres du PCF dans un gouvernement dirigé par Mitterrand. C'est, exprimé dans les conditions de la France, le problème qui préoccupa Ford et Kissinger, Helmut Schmidt, Callaghan, Giscard, voici quelques mois à Porto-rico, celui de l'accession de ministres communistes dans des gouvernements en Europe occidentale. Les dirigeants des grandes puissances capitalistes savent bien que les partis communistes européens ne cherchent pas à renverser le régime capitaliste : mais ils ont peur de la dynamique de classe que les illusions des travailleurs dans la présence de ministres communistes pourraient provoquer et de l'incapacité éventuelle de ces derniers à en garder le contrôle.

Comment se pose pratiquement le problème en France ? Il est maintenant certain que l'Union de la Gauche ne se rompra pas avant les élections de 1978 ce serait possible après si l'Union de la Gauche n'y remporte pas une victoire. La majorité aux élections dépend de quatre à cinq cent mille voix flottantes sur environ 28 millions d'électeurs, soit environ 2 % du corps électoral. Ce petit nombre de voix flottantes se situe essentiellement dans ce qu'on appelle les "nouvelles classes moyennes" dont tous les partis bourgeois et les partis ouvriers de masse, PS et PC, s'efforcent de gagner le soutien.

Il n'y avait aucun désaccord entre Giscard et Chirac sur certains moyens pour gagner des voix : par exemple, nourrir la peur en dénonçant la délinquance, en favorisant le racisme et la xénophobie, en utilisant la police abondamment sous prétexte d'assurer la "sécurité" des vieilles gens, etc. Ils étaient également d'accord pour essayer de gagner quelques voix au moyen de subventions, subsides, aumônes à certaines catégories (paysans, personnes âgées...). Le débat était ailleurs. Le projet de Giscard est de procéder à quelques "réformes" de faible portée, correspondant à l'esprit "moderne" des couches convoitées, qui lui paraissent suffisantes pour faire basculer de son côté des électeurs qui sont à présent attirés par l'Union de la Gauche, mais qui tout de même ont peur de l'inconnu qu'est pour eux l'arrivée de communistes dans un gouvernement. Il est vrai que ces "réformes", ces réformettes, déplaisent à une grande partie de l'électorat de la majorité actuelle; mais Giscard pense que cet électorat ne pourra faire autrement que de voter malgré tout en sa faveur face au "danger communiste".

Chirac faisait une autre analyse. Ces "réformes", pensait-il, loin de permettre de mordre sur la gauche, ne font que nourrir le désir de nouvelles revendications pour de nouvelles

réformes, elles n'apportent pas de voix venant de gauche et même en font perdre par abstention sur la droite. Attendre 1978, c'était aller sûrement à la défaite. Aussi, d'un tempérament agressif, il proposait de bousculer la politique attentiste de l'Union de la Gauche, de rassembler rapidement la majorité et de procéder à des élections anticipées pendant l'automne, lorsque la récente atténuation de la récession serait encore sensible, avant que la situation ne se détériore à nouveau et que soient sentis les effets des mesures d'austérité nécessaires pour combattre l'inflation et combler le déficit de la balance commerciale.

Giscard a fait prévaloir son point de vue et Chirac est parti; convaincu que l'Union de la Gauche allait l'emporter, il ne voulait pas en porter la responsabilité. A ceux qui pourraient demander qui des deux avait raison du point de vue capitaliste, on doit répondre qu'il n'y a pas dans ce domaine une bonne et une mauvaise solution : le problème pour les bourgeois est de choisir la moins mauvaise solution. Dans l'immédiat, Giscard tire quelques menus avantages aux dépens de l'UDR et de Chirac qui ne peuvent l'attaquer ouvertement sans aggraver davantage la situation de la majorité. Il est plus probable que Chirac, tout en exprimant ses positions politiques dans quelques circonstances, attendra l'échec de Giscard qu'il considère inévitable.

Le nouveau gouvernement n'a pas encore fait connaître son programme détaillé. Il a fait savoir que son objectif premier est la lutte contre l'inflation. En deuxième lieu, il a désigné la question de la "sécurité" mentionnée plus haut. Il a "oublié" de parler du chômage qui avoisine à présent le chiffre de 1,2 million.

## L'attentisme des directions du mouvement ouvrier

Depuis les élections cantonales, les directions du PCF, du PS et des centrales syndicales, pensent tout comme Chirac que le temps travaille pour elles, qu'il ne faut rien faire pour perturber la partie flottante de l'électorat qu'elles semblent avoir pour le moment gagnée. Face au conflit Giscard-Chirac, elles ont presque eu l'air indifférentes : la politique de l'un et de l'autre est la même, condamnée à l'échec, etc. Ajoutons qu'elles ont mis une sourdine à leurs propres différends sans toutefois arrêter de se porter des coups bas. Dans le même temps, pour s'assurer plus certainement d'une partie des voix flottantes, Mitterrand a fait de subtiles ouvertures à Giscard, déclarant qu'il n'y aurait aucun obstacle que Giscard reste à la Présidence si l'Union de la Gauche l'emportait en 1978. Ce qui a provoqué quelques grognements du PCF ("Giscard devra se soumettre ou se démettre"),qui signifient la même chose que ce que dit Mitterrand.

D'autre part, dans la même intention, elles cherchent à gagner une partie des gaullistes qui ont des griefs envers Giscard pour sa politique extérieure, qui n'est plus celle de "l'Europe européenne" de de Gaulle, mais celle d'une Europe étroitement associée à l'Alliance atlantique et aux Etats-Unis. Pour ce faire, le PCF propose "l'Union du peuple de France" et est appuyé ouvertement par une partie de la direction du PS. Il nous paraît douteux que cette politique amène beaucoup de gaullistes à voter PCF ou même PS, mais ajoute certainement à la confusion que ces partis sèment dans la classe ouvrière.

Nous ne saurons jamais si le projet de Chirac d'élections anticipées dans les conditions où il voulait le réaliser aurait réussi. Mais le changement de ministère a dans l'immédiat retourné la situation : il y a du flottement dans l'UDR et du trouble dans l'électorat de la majorité. Les mesures d'austérité contribueront aussi dans l'immédiat à créer du mécontentement, en particulier dans les nouvelles classes moyennes. Il s'ensuit que les directions du mouvement ouvrier auraient intérêt à exiger maintenant des élections anticipées. On peut leur demander : pourquoi attendez-vous 1978 alors que le succès est à portée de vos mains ? Vous avez aisément le moyen de forcer Giscard : faites démissionner une vingtaine de députés socialistes et communistes dans des circonscriptions choisies sur l'ensemble du pays, vous provoquerez des élections partielles où vous l'emporteriez avec des majorités accrues et Giscard ne pourrait pas faire la sourde oreille. Il est vraisemblable que les dirigeants du PS et du PCF se refuseront à recourir à un tel moyen parce qu'ils craignent toute agitation politique trop grande avant la campagne électorale officielle. Les manifestations limitées sur des revendications économiques leur suffisent, aussi longtemps qu'elles ne sont pas orientées en direction d'une lutte pour le pouvoir.

L'attentisme des directions du mouvement ouvrier est une chose. Mais les difficultés économiques croissent, l'austérité frappera tous ceux qui vivent de leur travail. Le nouveau gouvernement sera amené à renforcer la répression contre les masses travailleuses pour appliquer son programme. Des luttes sont inévitables; certaines pointent déjà à l'horizon. Leur ampleur, leur niveau politique ne sont pas encore nettement discernables, mais il est probable que la situation ne sera pas de tout repos pour le gouvernement. Il n'est pas exclu qu'autour des élections municipales au prochain printemps, la bourgeoisie connaisse une crise plus grave que celle qui a séparé Giscard de Chirac, une crise qui ne resterait pas confinée aux sphères gouvernementales.

Le 1er septembre 1976

NOTE : Les lecteurs se rapporteront aussi à la déclaration politique du CC de la LCR, du 26-30.8.76, parue dans "Rouge" du 1.9.76.

# AVANT LES ELECTIONS

TOM GUSTAFSSON & G.I. JOHNSSON

Les élections générales au Parlement suédois, le Riksdagen, auront lieu le 19 septembre. Dernièrement, le correspondant de "l'Observer" en Suède comparait les élections à la célèbre course de chevaux, le steeple chase. Il est impossible de prédire qui va gagner. Tout peut arriver. Le résultat restera inconnu jusqu'au dernier saut. Car un candidat peut chuter sur le dernier obstacle. La comparaison est très exacte. Aujourd'hui, les spectateurs ne peuvent plus suivre la course. Nous ne savons pas qui la mène.

Une chose est sûre : il sera très difficile pour les sociaux-démocrates (SD) de conserver leur place dans le gouvernement. Lorsque la campagne électorale commença avant les vacances d'été, les sondages d'opinion donnaient 38 % aux SD. C'est la première fois depuis des dizaines d'années qu'ils sont tombés en dessous de 40 %. La première raison de la perte de popularité des SD réside dans une série de scandales dont les deux plus connus sont le trafic de devises en faveur du Syndicat des Ouvriers Métallurgistes Finlandais, ainsi que la fuite d'Ingemar Berman de Suède, due à un conflit fiscal. Les sondages reflétaient le mécontentement de couches moyennes importantes, qui tendent toujours à osciller entre la social-démocratie et les deux partis bourgeois du "centre", les Libéraux et le Centre. Elles en ont assez des méthodes souvent maladroites de la bureaucratie SD.

La question principale pour les politiciens SD était la suivante : comment capter à nouveau les votes des couches moyennes ? Mais le vrai problème est bien entendu beaucoup plus fondamental. Le choix réel réside entre le développement à plus long terme d'une coopération avec les partis bourgeois centristes et la tentative de maintenir une position "gauche" indépendante dans le Parlement. Durant la dernière législature, les difficultés surgies dans le Parlement amenèrent à une coopération politique avec, notamment, les Libéraux. Durant 40 ans, la SD a été en permanence au gouvernement. Pendant plus de 30 ans, elle a formé seule le gouvernement. Durant l'ensemble de la période, elle a réussi à intégrer et à canaliser les aspirations de la classe ouvrière grâce aux réformes proposées et réalisées par le parti. Lors de plusieurs batailles électorales, elle est apparue comme le parti défendant les intérêts des travailleurs. Mais, comme tous les réformistes, les SD sont pragmatiques. Combiné avec leur idéologie réformiste à long terme (se situant d'un point de vue capitaliste), ceci a tissé de forts liens avec des secteurs dirigeants de la bourgeoisie, qui ont vu dans les SD ceux qui pouvaient servir nombre de leurs intérêts. Et, ce qui est le plus important, ils ont pu tisser ces liens sans perdre leur hégémonie dans la classe ouvrière !

Cette double allégeance de la SD fut permise par une expansion économique qui a répondu aux aspirations de larges couches de travailleurs, même si ce fut d'une manière déformée. La fin de cette expansion a qualitativement réduit la capacité des SD à conserver la confiance des masses laborieuses dans leur majorité parlementaire. L'actuelle crise de la SD danoise fournit un excellent exemple de ce processus. On doit dire, cependant, que l'économie suédoise est encore loin d'être secouée par une crise aussi profonde que celle du Danemark ou d'autres pays du continent. La tendance générale n'en est pas moins clairement ressentie. Elle a pesé sur la politique des SD. Ils ont été amenés à des choix de rationalisation du secteur public qui impliquaient une expansion plus lente, même si ce n'était pas encore une réduction des dépenses sociales. Ils sont forcés de maintenir les syndicats dans une attitude défensive, même s'ils ont pu éviter jusqu'à maintenant d'imposer ouvertement une politique des revenus.

## Un parti pétrifié

Quarante années d'administration de l'Etat capitaliste ont laissé leur trace sur la struc-

ture organisationnelle et la composition sociale du parti. Il fut un temps où il n'organisait pas seulement la classe ouvrière mais aussi la mobilisait. Aujourd'hui, la majorité des membres militants du parti provient d'autres couches sociales. Une étude de l'origine sociale des cadres élus et des fonctionnaires du parti a montré que même à l'échelon régional, moins de 20 % d'entre eux proviennent de la classe ouvrière. Plus de 50 % appartiennent aux couches moyennes et environ 20 % aux couches supérieures de la petite-bourgeoisie. Dans l'ensemble, 83 % des membres du parti sont des ouvriers, du fait du système des adhésions collectives pratiqué dans la plupart des syndicats. Cette sélection sociale des membres actifs du parti est due à ses liens étroits avec l'appareil d'Etat. Nombre de dirigeants et fonctionnaires ne sont que des apparatchiks investis dans l'appareil d'Etat ou dans les activités du parti en rapport étroit avec l'appareil d'Etat. Combiné avec l'absence de bases matérielles de différenciation politique d'avec les partis bourgeois, ainsi que l'inexistence de fortes polarisations (comme ce fut le cas durant les années 50 et 60), ce manque de militants actifs dans les entreprises et les lieux de travail a rendu difficile la mobilisation de larges couches de membres du parti pour soutenir le programme du gouvernement.

C'est donc un faisceau de phénomènes reliés entre eux qui explique les difficultés auxquelles sont confrontés les SD durant cette campagne électorale. Il ne s'agit pas simplement pour eux de renforcer les liens avec la classe ouvrière et de maintenir une influence sur les couches moyennes. Ils doivent le faire dans des conditions sociales à la fois nouvelles et plus difficiles, et alors que le parti est plus coupé de la classe ouvrière que jamais dans le passé.

## La solution temporaire

Les SD ont engagé la campagne électorale en complet désarroi. Il semblait qu'ils n'avaient ni plan, ni coordination. En fait, différentes personnalités dirigeantes paraissent mener des campagnes différentes. Ils étaient en conséquence incapables d'avancer une perspective claire et de susciter une mobilisation parmi les militants comme dans l'électorat. Le bloc parlementaire du parti était spécialement préoccupé par les votes des couches moyennes, oscillant entre la SD, les Libéraux et le Centre. Les bureaucrates syndicaux et les petits fonctionnaires du parti manifestent un souci plus grand pour l'évolution des liens du parti avec les travailleurs. Ils sont tout particulièrement inquiets de l'incapacité du parti à canaliser les aspirations de larges couches de travailleurs, comme dans le passé. Ces aspirations se sont exprimées de plus en plus en dehors du cadre offert par la SD et les syndicats, sous la forme de grèves sauvages et de mouvements divers. La solution adoptée par la direction du parti est une division du travail entre les différentes sections du mouvement SD. Alors que les syndicats ne peuvent "ignorer les réalités politiques" (pour reprendre les termes du président de la Fédération des Syndicats) et doivent diriger leur campagne vers la classe ouvrière, le parti peut lui s'occuper d'obtenir l'adhésion des couches moyennes.

Le principal axe de campagne de la Landsorganisationen (LO - Fédération Nationale des Syndicats) parle du "pouvoir sur le lieu de travail", alors que le premier ministre Olof Palme parle de sécurité pour les personnes âgées, de crèches et d'intérêt national. Un exemple de cette division des tâches peut être trouvé dans les propos tenus par Palme dans l'un des principaux quotidiens bourgeois du pays. Il y affirmait que LO était un groupe de pression, tandis que le parti prenait toutes les forces sociales en considération et devait en conséquence maintenir son indépendance face au mouvement syndical. L'importance de ces articles ne doit pas être surestimée, mais ils sont néanmoins sans précédent dans l'histoire moderne de la SD.

Il est probable que, grâce à ces mesures, la SD va réussir à regagner une large part de l'électorat perdu au début de la campagne. Il reste à voir s'ils vont en regagner assez. De plus, la tactique de la direction, qui tend à se rapprocher du centre de la vie politique suédoise, lui interdit de répondre aux aspirations d'importants secteurs de la classe ouvrière. Au lieu de résoudre leurs problèmes, les SD ne font que les repousser un peu dans le futur. Ils ont trouvé une solution temporaire qui leur permettra peut être de passer le cap du 19 septembre. Il reste à voir s'ils seront à même de tirer avantage de leur possible victoire.

## La bourgeoisie: rêves secrets et projets réalistes

"Etre, mais ne pas être vu" a été le leitmotiv qui a guidé les actions du capital suédois sur la scène politique, pendant très longtemps. Il lui a été possible d'appliquer cette maxime avec un grand succès pendant les 40 ans de règne SD. Les secteurs économiquement, politiquement et idéologiquement dirigeants de la bourgeoisie ont été à même de maintenir de bonnes relations avec la direction SD. La SD, de même, a pu jouer le rôle d'intermédiaire entre sa base de masse parlementaire et les besoins du grand capital. Mais l'une des préconditions nécessaires à cet équilibre était l'expansion économique sans laquelle la SD n'aurait pas eu la base matérielle de sa politique. C'est cette précondition qui s'est érodée.

Les personnalités dirigeantes de la bourgeoisie sont conscientes des problèmes que cela pose

pour le futur. L'une d'entre elles, Lars Eric Thunholm, directeur général de la plus importante banque commerciale suédoise (la Skandinaviska Enskilda Banken), écrivit dans un article du journal conservateur "Svenska Dagbladet": "Depuis que nous ne pouvons éviter l'inflation, nous devons apprendre à vivre avec, même si cela a des conséquences tout-à-fait désagréables. Quant à la future société d'inflation, elle ne peut être démocratique au sens traditionnel du terme : démocratie et inflation ne peuvent vivre ensemble. Un régime autoritaire est nécessaire pour permettre à la société de s'adapter à l'inflation (...). Si nous ne pouvons arrêter l'inflation, nous devrons nous débarrasser de la démocratie. Un tel changement, évidemment, ne peut s'opérer d'un coup, mais doit venir graduellement. Diverses réglementations gouvernementales, contrôles des prix, subsides, mesures fiscales, etc., vont progressivement miner l'économie de marché (...). On doit, dans ce cadre, se rappeler que parmi les groupes sociaux puissants il y a le mouvement ouvrier organisé. Tôt ou tard, ce processus doit aboutir à une confrontation entre, d'un côté le régime politique qui doit s'assurer de plus en plus de pouvoir autoritaire, et de l'autre, les syndicats. C'est cette confrontation qui s'opère aujourd'hui dans plusieurs pays européens".

| RESULTAT DES ELECTIONS DE 1973 | | |
|---|---|---|
| Conservateurs, Libéraux, Centre | | 48,8 % |
| Sociaux-Démocrates, Communistes | | 48,9 % |
| SONDAGE D'AOUT 1976 | | |
| Parti Conservateur | 17 % | |
| Parti Libéral | 12 % | |
| Parti du Centre | 22 % | ... 51 % |
| Social-Démocratie | 42,5 % | |
| Parti Communiste | 4,5 % | ... 47 % |

Thunholm parle de l'avenir. Il réalise qu'il est nécessaire d'avancer prudemment. Il sait que ses idées ne peuvent se concrétiser dans la Suède d'aujourd'hui. La bourgeoisie n'est pas encore prête à rompre ses liens avec la SD. Il s'agit en fait d'explorer le terrain politique pour trouver de nouvelles voies, de commencer à discuter une direction de rechange pour le futur. Nous voyons comment le capital a initié l'abandon de sa maxime "être, mais ne pas être vu". Il a commencé à utiliser ses propres organisations, comme l'Association patronale et la Ligue Industrielle, pour s'assurer une intervention politique directe. On en a eu un exemple le printemps dernier, quand la Ligue Industrielle présenta son opinion sur la politique économique du gouvernement dans un programme en huit points. Le contenu de ce programme comprenait des restrictions des services sociaux, le gel des salaires et un effort consistant pour rendre l'industrie plus rentable. Développer ces idées n'est pas chose facile pour la bourgeoisie. Les partis bourgeois ne peuvent jouer ce rôle, prisonniers qu'ils sont du cadre parlementaire. Ils doivent, pour avoir une chance de faire fonction d'intermédiaires entre les désirs du grand capital et les larges masses, devenir majoritaires au Parlement. Mais pour ce faire, il leur faut être capables de capter le mécontentement d'importants groupes de salariés face à la politique du gouvernement SD, à la périphérie de la classe ouvrière et dans des sections des classes moyennes. Mais cette insatisfaction ne se heurte pas aux exigences de blocage des salaires et de réduction des dépenses sociales du grand capital. Elle est plutôt dûe à la lourdeur des impôts et aux formes extrêmes de bureaucratisme de l'appareil SD.

## Dilemme pour un gouvernement bourgeois

La politique des partis bourgeois a quelques chances de réussir lors des élections du 19 septembre. Mais elle ne peut ni répondre aux exigences du patronat, ni réduire les luttes politiques et économiques des travailleurs. Un gouvernement bourgeois aurait même à faire face à des difficultés plus grandes qu'un gouvernement SD. D'un côté, les espoirs de la bourgeoisie seraient grands; de l'autre, un tel gouvernement aurait beaucoup de mal à affaiblir et canaliser les luttes ouvrières. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les négociations pour les contrats nationaux qui doivent commencer juste après les élections. Des porte-parole directs du patronat - ou des partis bourgeois - sont très conscients de ce problème. Curt Steffan Gisecke, président de l'Association du Patronat Suédois, a souligné combien un gouvernement SD aiderait probablement à faire baisser la tension durant les négociations contractuelles. Gunnar Heckscher, ancien président du parti conservateur, a formulé le problème en ces termes : "Il y a une série de difficultés particulières qu'un gouvernement non socialiste devrait étudier. Parmi les plus importantes, il y a le manque d'expérience gouvernementale, les relations avec les syndicats et les autres organisations économiques, l'attitude des fonctionnaires et les rapports aux mass media... Les syndicats s'en tiendraient-ils aux actions professionnelles ou, à l'instar de ce qui s'est passé en Grande-Bretagne il y a quelques années, essaieraient-ils d'utiliser l'action syndicale pour saboter le travail du gouvernement ? De l'autre côté, le patronat et les organisations industrielles se contrôleraient-ils ou se laisseraient-ils aller à avancer des exigences que le gouvernement ne pourrait satisfaire sans commettre un suicide politique ? ".

En conséquence, une victoire électorale bourgeoise, le 19 septembre, ne résoudrait pas plus aisément les difficultés actuelles de la bourgeoisie qu'un gouvernement SD. C'est pour cette raison que le grand capital s'est refusé à peser de tout son poids dans le sens d'un changement gouvernemental.

## Dilemme pour un gouvernement social-démocrate

Fondamentalement, et bien évidemment, un gouvernement SD serait confronté au même dilemme. Il lui faudrait aussi trouver une voie médiane entre l'attente de la classe ouvrière et les besoins de l'économie capitaliste. "Une période difficile attend les salariés du pays, indépendamment des résultats des élections du 19 septembre", déclarait Gunnar Sträng, ministre SD des finances, dans une interview télévisée, il y a quelques semaines. La direction syndicale a répété la même chose en prévision des négociations pour les contrats nationaux : "Les revendications doivent être maintenues au minimum". Mais même si le dilemme est fondamentalement identique, un gouvernement SD présente l'avantage de pouvoir utiliser son influence politique sur la classe ouvrière. Il tenterait de calmer la tempête grâce à ses propositions de réforme pour la "participation aux décisions" dans les entreprises. Grâce à une intense propagande idéologique, pour l'objectif à long terme d'un "gouvernement ouvrier", il essaierait de limiter les luttes salariales.

La majorité des travailleurs suédois considère que le gouvernement SD est le "leur". Durant 40 ans, ils ont été habitués à voir "leur" parti au pouvoir. D'élections en élections, la classe ouvrière a été mobilisée pour "défendre les acquis" et rendre possibles de "nouveaux progrès". Elle ressentirait un changement de

Palme

gouvernement comme une défaite. Cela signifierait que les travailleurs sont devenus passifs, soit se sont abstenus, soit ont voté pour les partis bourgeois. Mais rien ne permet de penser qu'un changement gouvernemental aurait d'autres conséquences qu'un apaisement très temporaire des luttes ouvrières qui, durant ces dernières années, ont été particulièrement amples. Si le gouvernement SD échoue, ce sera sa faute et uniquement la sienne. Il échouerait parce que sa politique a été incapable de mobiliser l'enthousiasme des militants de son propre parti et parce qu'il a décidé de tourner son attention vers le "centre politique de la vie suédoise", selon les termes de Palme.

Le choix auquel les révolutionnaires ont à faire face durant les élections, n'est pas par conséquent entre un gouvernement bourgeois et la politique bourgeoise d'un gouvernement SD. Il leur faut plutôt montrer qu'il existe une troisième alternative susceptible d'offrir à Thunholm et ses amis un véritable combat pour la société future. C'est dans cette perspective que la Kommunistiska Arbetar Förbundet (KAF - Ligue Communiste des Travailleurs), section suédoise de la IVème Internationale, participe aux élections en présentant ses propres candidats. La KAF a été accusée d'aider ainsi les partis bourgeois à gagner une majorité. Cela n'a évidemment pas de sens. Si les SD perdent, ce sera parce que leur politique bourgeoise n'offre aucune solution aux problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée. Ils ont choisi de s'appuyer plus sur l'économie capitaliste que sur la force organisée du mouvement ouvrier. Au lieu de construire et de renforcer le mouvement, ils l'ont désarmé par une législation anti-ouvrière, une politique de collaboration de classes à tous les niveaux, et des mesures bureaucratiques visant à démobiliser les travailleurs.

Nous ne voulons pas d'un gouvernement bourgeois. Mais, aussi longtemps que les SD pourront continuer à désarmer le mouvement ouvrier, le danger d'un gouvernement bourgeois sera présent. En fait, cette menace deviendra de plus en plus grande. Pour nous, la meilleure façon de combattre ce danger, est d'aider à surmonter la passivité et la démoralisation du mouvement ouvrier, de renforcer nos organisations de classe, d'œuvrer à la constitution d'un mouvement ouvrier démocratique et combatif. C'est la seule voie qui peut créer la base d'un véritable gouvernement ouvrier apte à faire face à la bourgeoisie et à défendre les besoins de la classe ouvrière.

Nous n'obtiendrons pas beaucoup de voix - quelques milliers peut-être. Cela ne fera pas une grande différence pour les SD. Mais quelques milliers de voix dans les syndicats, les mouvements de solidarité et les localités, aideront de façon importante à faire un pas en avant vers le réarmement du mouvement ouvrier, pour la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme.

1er septembre 1976.

# CAMARADE ROBERTO SANTUCHO

La IVème Internationale dénonce l'assassinat du camarade Mario Roberto Santucho - dirigeant du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) et de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) d'Argentine - perpétré par la dictature militaire sanguinaire, qui a arrêté des milliers de travailleurs, de militants ouvriers, et en a tué des dizaines depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976.

Le camarade Santucho faisait figure de symbole pour toute une génération de militants qui, en Argentine, rejoignirent le mouvement révolutionnaire sous l'influence de la révolution cubaine et sacrifièrent leur vie pour ce qu'ils considéraient être l'orientation révolutionnaire la plus correcte. Santucho partageait avec eux un dévouement sans limite pour la lutte de libération nationale et sociale des exploités et des opprimés, une conviction que cette libération ne pouvait s'achever qu'au travers de la révolution socialiste, la croyance que la lutte armée prolongée constituait la seule voie possible pour assurer la victoire de la révolution, et un engagement personnel total face à toutes les implications politiques et organisationnelles qui découlent d'une telle orientation.

En tant que dirigeant d'un groupe révolutionnaire populiste - le FRIP, Front Révolutionnaire Indo-américain et Populaire , implanté dans sa province natale - , Santucho fut favorable, en 1967, à la fusion avec le groupe Palabra Obrera, section argentine de la IVème Internationale. Il acceptait ainsi l'adhésion de l'organisation issue de la fusion (le PRT) à la IVème Internationale. Il le fit sans être convaincu de la justesse du programme marxiste-révolutionnaire, mais à partir d'une adhésion profonde à l'internationalisme. Il ressentait le besoin d'une organisation internationale, mais il marquait sa préférence pour un regroupement "œcuménique", incluant les PC vietnamien, chinois et nord-coréen, quelques partis maoïstes, le PC cubain, les principales forces de guérilla en Amérique latine et la IVème Internationale. La pratique démontra que l'unification de forces politiques aussi divergentes était impossible. Des divergences politiques surgirent rapidement dans le PRT et conduisirent à une scission au début de l'année 1969. Une aile du PRT forma le PRT-La Verdad qui, plus tard, fusionna avec un secteur du parti socialiste pour former le PST (Parti Socialiste des Travailleurs), qui reste au sein de la IVème Internationale. L'autre tendance, sous la direction de Santucho, forma le PRT-Combatiente, qui manifesta au début sa volonté de rester dans la IVème Internationale et demanda sa reconnaissance en tant que section argentine, lors du IXème Congrès Mondial. Le Congrès accepta cette requête, vu les circonstances statutaires de la scission. Cependant, la dynamique politique de la scission s'affirma décisive à long terme. La logique de l'orientation du PRT, "la guerre populaire prolongée", conduisit à une mise en évidence des différences politiques et programmatiques. Le camarade Santucho, publiquement, rompit avec la IVème Internationale en 1973.

En tant que dirigeant du PRT et de l'ERP, Mario Roberto Santucho s'efforça, avec une résolution de fer, d'infliger des coups à l'armée bourgeoise argentine, ceci par des actions de petites unités armées. Il espérait que, selon les exemples chinois et vietnamien, les masses de travailleurs et de paysans se rallieraient à ce premier noyau et, au cours de la lutte, un parti révolutionnaire de masse serait construit. Il espérait constituer de réelles zones libérées dans le Nord du pays, il y consacra de grandes ressources, sacrifiant de nombreux militants pour réunir l'infrastructure adéquate.

La IVème Internationale a des divergences irréconciliables avec cette stratégie qui efface le rôle central de l'organisation, et l'action de classe indépendantes du prolétariat dans le processus de révolution permanente, de même que la nécessité de construire le parti sur cette base programmatique. Mais nous déplorons la mort de ce dirigeant révolutionnaire impressionnant, qui a donné sa vie pour la libération des masses laborieuses de son pays et de son continent. Le prolétariat argentin vengera Mario Roberto Santucho, comme il vengera tous les combattants pour la révolution socialiste tués par la bourgeoisie argentine et ses bourreaux, en renversant la dictature et la domination capitaliste en Argentine.

Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

# LA GAUCHE PROGRESSE

**MEXIQUE** **F.G. CASILLAS**

Le 27 juin passé, un meeting central tenu dans la ville de Mexico a mis un terme à la campagne électorale de la gauche. Plus de 15.000 personnes, dans le stade "Mexico", jouèrent ce dernier acte en chantant "l'Internationale" et en brandissant des milliers de drapeaux rouges. A la tribune, à côté des dirigeants du Parti Communiste Mexicain (PCM) et du Mouvement de l'Organisation Socialiste (MOS), se trouvaient les dirigeants de la Liga Socialista (LS) et de la Liga Comunista Internacionalista (LCI), représentant le contingent fort et combatif de la IVème Internationale, constitué par plus de 1.000 camarades qui occupaient une partie du stade. Ainsi se termina la campagne électorale la plus importante organisée par la gauche depuis au moins 40 ans au Mexique.

Pourtant, l'importance de la campagne, qui présentait Valentin Campa, militant du PCM, comme candidat à la présidence de la République, déborda ce seul fait. En effet, pour la première fois depuis bien longtemps, des partis de gauche participaient aux élections. Avant tout, l'importance de cette expérience tient au fait que, malgré le peu d'influence de masse de la gauche mexicaine, la candidature de Campa s'offrait comme la seule vraie alternative au candidat du "parti-gouvernement", Lopez Portillo. De même, la campagne rendit évident aux yeux de larges secteurs des masses le caractère anti-démocratique d'un régime qui refuse toute existence légale aux partis véritablement d'opposition. En effet, la Loi Electorale mexicaine, anti-démocratique, établit une telle série d'exigences pour l'inscription de tout parti au registre légal (dont dépend le droit de participer aux élections), qu'en pratique la décision de légaliser ou non un parti est entre les mains du seul gouvernement. De cette manière, depuis sa consolidation après la période du cardénisme, le régime bonapartiste octroyait l'enregistrement légal, outre au parti de "la révolution faite gouvernement", c'est-à-dire le PRI (Partido Revolucionario Institucional), aux seuls partis qui lui étaient proches.

## Le débat dans la gauche

L'expérience électorale de la gauche mexicaine était petite et négative. Pratiquement, toute son expérience et sa tradition étaient liées au PCM. Après avoir lancé Hernan Laborde comme candidat officiel à la présidence, dans les années 30, le PCM ne présenta plus de candidats et appuya, au contraire, ceux du PRI, comme ce fut le cas pour Avila Camacho et Miguel Aleman. Depuis 68, étant donné la faiblesse de la gauche, l'attitude prédominante fut d'appeler à l'abstention et de dénoncer les élections de 1970 et 1973 (à la présidence et à la chambre des députés) comme des farces. Ces positions coïncidaient avec l'indifférence croissante de la population envers les élections et sa désillusion suite à diverses fraudes électorales organisées par le gouvernement à l'encontre de candidats d'opposition au PRI qu'elle avait soutenus massivement. Ainsi, lorsqu'en 1975 le débat s'ouvrit sur les perspectives électorales de la gauche, non seulement il fallait compter avec une expérience inexistante, mais, en plus, comme dans d'autres pays latino-américains, avec une grande tradition abstentionniste et une défiance marquée pour ce type de lutte.

L'expérience antérieure conduisait de nombreux secteurs radicalisés à considérer la tactique de participation électorale comme équivalant à une conciliation et à un abandon devant l'ennemi de classe. L'abstentionnisme attentiste toucha tous les courants de la gauche. En ce sens, et dès le début, malgré des différends quant à la tactique particulière à adopter, les organisations mexicaines se réclamant de la IVème Internationale furent d'accord sur l'utilité de la participation électorale dans cette conjoncture, et menèrent une lutte contre les courants ultra-

gauches et sectaires particulièrement vivaces dans le mouvement étudiant.

Après quelques hésitations, le Parti Mexicain des Travailleurs (PMT), créé après le massacre du 10 juin 1971 par quelques dirigeants du mouvement de 68, comme Heberto Castillo et le leader cheminot Demetrio Vallejo, décida de ne pas présenter de candidat. En reprenant quelques slogans du mouvement étudiant, il tenta de donner une coloration gauchiste à sa décision qui, finalement, était profondément réformiste et électoraliste. Affirmant qu'il n'était pas disposé à se "soumettre au joug du gouvernement", il refusa de participer parce que son enregistrement avait été repoussé et qu'ainsi ses votes ne seraient pas comptabilisés. De fait, le PMT fut la seule organisation de gauche à entreprendre un effort pour satisfaire aux exigences de la Loi Electorale sur l'enregistrement. Conçu comme un parti électoraliste avec une ligne réformiste et graduaListe, le PMT respecte une certaine cohérence en se refusant à participer aux élections lorsque le gouvernement lui dénie toutes garanties quant à sa participation. De toute manière, la décision n'a pas manqué d'être difficile pour une base éduquée dans le sens de la participation électorale et dont le travail central, au cours des dernières années, fut de recruter massivement pour s'assurer le nombre de membres requis par la Loi pour la légalisation.

Un petit secteur syndical du PMT rompit avec le parti lorsque l'abstention fut décidée. Il passa au PCM pour pouvoir présenter un de ses dirigeants syndicaux comme candidat à la députation.

Après avoir recherché un accord avec le PPS (Parti Populaire Socialiste), le PST (Parti Socialiste des Travailleurs) et le PMT, le PCM fut finalement contraint de rejoindre la Coalition de Gauche (Coalicion de Izquierda), seul avec la Liga Socialista et le MOS.

## La coalition de gauche

Si nous avons dit que les élections de 1976 furent marquées, fondamentalement, par la présence de la gauche, nous devons en même temps préciser que ce fut avant tout par la Coalition de Gauche réunissant le PCM, la LS et le MOS. Cette Coalition constitua objectivement le point de référence de tous les courants politiques. Le débat sur l'attitude à prendre face aux élections trouva sa réponse dans la politique de la Coalition.

L'abstentionnisme traditionnel de la gauche fut mis en crise par la candidature Campa (avancée par le PCM). Malgré sa conception électoraliste, le PMT fut débordé par la Coalition de Gauche. Le principal courant centriste - regroupé autour de la revue "Punto Critico" - se détermina tout d'abord pour l'abstentionnisme, avec pour slogan "Notre candidat (Marx) n'est pas enregistré". Il finit par soutenir Campa, le 27 juin, jour de la fermeture de la campagne, une semaine avant les élections ! Un tournant si surprenant ne fut dépassé que par le groupuscule posadiste qui, dans un premier temps et durant une semaine, appela à voter pour Campa, puis soutint Lopez Portillo (candidat du PRI). Dans son autocritique, il reconnaît que son erreur fut corrigée grâce à une lettre du "camarade J. Posadas"!

Le discrédit du PCM dans certains secteurs de l'avant-garde large facilita de nombreuses critiques à la Coalition, critiques en réalité très sectaires. Par exemple, l'accusation selon laquelle la Coalition était un front populaire ou son embryon. Nous ne nions pas que le PCM y fut intéressé. Sa politique correspond à un tel dessein. Plus encore, nous disons qu'avant de rejoindre la Coalition, le PCM tenta de constituer un front populaire avec certaines forces bourgeoises. Pourtant, face au refus de ces dites forces, il se vit obligé de passer un accord, seul, avec la Liga Socialista et le MOS. Pour cette raison, la Coalition de Gauche ne fut pas un front populaire. Il ne suffit pas d'un programme réformiste ou d'un PC disposé à se mettre à la queue de la "bourgeoisie démocratique" pour pouvoir parler de front populaire; un élément clé est indispensable : la présence d'une force bourgeoise significative dans la Coalition. Cette force n'existait pas. Le MOS n'est pas plus qu'un groupuscule réformiste en procès d'assimilation par le PC qui, évidemment, était la force hégémonique de la Coalition.

Encore plus sectaire et sans fondements fut la critique adressée à la Liga Socialista, l'accusant de trahir les principes en signant une plate-forme et en constituant un bloc électoral avec d'autres organisations politiques, plus

particulièrement le PCM. Sans parler de l'expérience des Bolchéviks faisant un front électoral avec les Menchéviks, des exemples plus proches de nous, au sein même de la IVème Internationale, nous démontrent cette possibilité. En 1958, par exemple, l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party (Parti Socialiste des Travailleurs), appela à la création d'une "coalition électorale des forces socialistes pour mener une action politique unifiée de tous les socialistes", ainsi que l'expliquait le camarade J. P. Cannon lors d'un meeting auquel participait également Vincent Hallinan, qui avait été le candidat présidentiel du Progressive Party (un troisième parti capitaliste "de gauche", soutenu par le PC, et qui apparut sur la scène politique en 1948).

Par contre, il est bien plus important de souligner la signification de la participation du PCM à un bloc électoral avec une organisation de la IVème Internationale. L'événement est un signe des temps nouveaux que nous vivons. Le PCM ne peut plus calomnier les trotskystes et les qualifier d'agents , puisqu'il fait même un bloc électoral avec eux. Dans ce contexte, le fait suivant acquiert toute sa signification : quelques jours avant les élections, Valentin Campa lui-même, dans une interview au périodique "Excelsior", reconnut qu'il fut expulsé du PCM en 1940, pour s'être opposé à l'assassinat de Trotsky (pour l'unique raison qu'il considérait Trotsky comme "liquidé" politiquement). "Oposicion", l'organe officiel du PCM, affirma encore plus courageusement, dans une note biographique sur Campa, que celui-ci représentait la vraie "tradition communiste" dans la période où il fut exclu du PC ! Ainsi, au moment même où certains dénoncent la Liga Socialista comme capitulant devant le stalinisme, une scission droitière, pro-soviétique, du PCM accuse ce dernier de capituler devant le trotskysme !

## Le front de la gauche révolutionnaire

L'autre organisation de la IVème Internationale au Mexique, la LCI, n'adhéra pas à la Coalition. Son abstention n'a rien à voir avec les arguments sectaires dont nous parlons ci-dessus. La critique de la LCI à la Coalition de Gauche portait sur la plate-forme élaborée par celle-ci. La LCI appela à constituer un Front de la Gauche Révolutionnaire (Frente de la Izquierda Revolucionaria - FIR), autour d'un programme révolutionnaire. Elle n'appela pas à présenter un autre candidat, mais à soutenir Valentin Campa et à exprimer ainsi un vote de classe contre classe. Mais en même temps, elle appelait à voter pour un programme alternatif à celui de la Coalition, au travers de la formule "FIR-Campa". Finalement, le projet de la LCI de regrouper la gauche révolutionnaire n'aboutit pas. Même en étant d'accord avec la plate-forme électorale que la LCI proposait pour le FIR, la majorité des courants centristes se refusèrent à la rejoindre, du moment qu'elle était déterminée à soutenir Campa. Dans ces circonstances, le sectarisme des centristes face au PCM, d'une part, les isola et les affaiblit, mais, d'autre part, empêcha que plus de forces ne se regroupent avec la LCI dans le FIR.

La surestimation que la LCI fit du centrisme de gauche trouva sa contrepartie dans une surestimation du PCM. La seule particularité du PCM est sa relative faiblesse! C'est cette dernière, et non pas un prétendu caractère révolutionnaire, qui l'empêcha d'organiser un front populaire. C'est également sa faiblesse qui l'a contraint à négocier avec les organisations de la IVème Internationale. Une négociation pour un front électoral entre, d'une part, le PCM, et, d'autre part, la LCI et la Liga Socialista, aurait évidemment été plus favorable pour ces dernières et aurait eu un impact sur le contenu de la plate-forme électorale.

Tout ceci découle de l'analyse des rapports de forces qui traversent actuellement la gauche organisée mexicaine. Dans le processus de recomposition qui se déroule au sein de la gauche depuis deux ans, trois courants hégémoniques se détachent : le PCM, le PMT et la IVème Internationale. L'incompréhension de ce qu'implique ce réalignement des forces au sein de la gauche fit que la LCI tenta inutilement de se tourner vers le centrisme, alors qu'elle aurait pu choisir une voie plus audacieuse, en direction de la Coalition, et plus particulièrement du PCM.

Le résultat de la gauche aux élections du 4 juin - même s'il n'est pas reconnu officiellement - reflète la montée de la lutte des masses mexicaines : plus d'un million de voix pour Campa, c'est-à-dire plus que les votes recueillis par le PPS et le PARM (Partit Authentique de la Révolution Mexicaine) pour Lopez Portillo, qui en totalisa 15 millions . Le fait prend encore plus d'importance (surtout au Mexique), si l'on considère que ces votes soutiennent une candidature de gauche, ouvertement communiste, après des décennies de contrôle du PRI. Les résultats électoraux reflètent non seulement, à leur manière, une poussée des luttes, surtout ouvrières, mais aussi l'influence que la gauche commence à avoir sur elles. Cet impact a considérablement augmenté durant la campagne électorale. Certes, c'est le PCM qui a tiré le plus d'avantages de l'expérience, avant tout grâce à son appareil plus important. Il ne fut pourtant pas le seul. Tel que cela s'est affirmé durant cette période, le PCM ne sera plus l'unique choix concret dans la gauche, lors des luttes de plus en plus importantes qui s'annoncent pour très bientôt au Mexique. Lentement mais sûrement, l'alternative marxiste-révolutionnaire se renforce aussi. Le grand pas en avant dans cette direction sera constitué par la prochaine fondation de la section mexicaine de la IVème Internationale, avec l'unification de la LCI et de la Liga Socialista.


Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb, 1040 Bruxelles